

MALGRÉ LE DÉFICIT

Les finances publiques se portent bien

Malgré la hausse de la dette publique interne, avoisinant les 15 500 milliards de DA, soit 47% du PIB, les finances publiques de l'Algérie se portent bien. C'est ce que le ministre des Finances, Laaziz Faïd, a affirmé hier à Alger. Pour lui, le dernier rapport de la Banque mondiale est la meilleure réponse sur la situation financière du pays, en indiquant que «tous les indicateurs sont au vert». P 3



SALON DE L'EMPLOI
"EMPLOITIC CONNECT" LES 27
ET 28 JANVIER À ALGER

**Près de 100 exposants
attendus à la 11^e
édition**

La 11^{ème} édition du salon de l'emploi "Emploitic Connect" se tiendra les 27 et 28 janvier à la Coupole d'Alger, où il est attendu la participation d'une centaine d'organismes employeurs, ont indiqué mardi les organisateurs de cette manifestation dans un communiqué.

P 2

PRODUITS PÉTROLIERS

**La consommation
nationale en hausse
de 3,5%**



La consommation nationale de produits pétroliers a atteint 18,1 millions de tonnes en 2023 contre 17,3 millions de tonnes consommés en 2022, soit une augmentation de 3,5% sous l'effet de la dynamique économique que connaît le pays, a indiqué le président de l'Autorité de régulation des hydrocarbures (ARH), Rachid Nadil. En effet, cette croissance de la consommation devrait se poursuivre dans les années à venir, affirme-t-il.

P 5

RÉVISION DES SUBVENTIONS

**«Il faut réunir les
conditions de réussite»**

La révision des subventions est toujours inscrite dans le programme du gouvernement. Le ministère des Finances travaille avec les différents secteurs pour la réunion des conditions nécessaires pour sa mise en œuvre sur le terrain. Laaziz Faïd a précisé hier au «Forum d'El Moudjahid» que ce dossier est sensible et complexe, nécessitant un traitement «spécifique».

P 3

CONSEIL DE LA NATION

**Adoption du texte de loi
relative à la pension
alimentaire** P 4

COMPLEXE D'EL HADJAR

**Prévision de production
de 600.000 tonnes
en 2024** P 5

PÉTROLE

**Le Brent à plus
de 78 dollars mardi
à Londres** P 4

RÉHABILITATION DU BARRAGE VERT
Des instructions pour rattraper le retard accusé dans certaines wilayas

Le ministre de l'Agriculture et du Développement rural, Youcef Cherfa, a donné, lundi à Alger, des instructions pour rattraper le retard accusé dans la réalisation du projet d'extension et de réhabilitation du barrage vert au niveau de certaines wilayas. Le ministre a donné ces orientations lors d'une réunion de travail consacrée à l'évaluation de l'état d'avancement du projet, tenue en présence des conservateurs des forêts, des directeurs des services agricoles des 13 wilayas concernées, et les sociétés économiques chargées de la réalisation des différentes opérations, indique un communiqué du ministère. Après avoir écouté les différents intervenants, le ministre a donné des instructions pour rattraper le retard enregistré dans certaines wilayas, rappelant l'importance de ce projet, et la priorité qui lui a été accordée par les autorités publiques du pays, conclut la source.

TRANSPARENCE ET LUTTE CONTRE LA CORRUPTION
Installation de la Commission chargée du suivi de la mise en œuvre de la stratégie nationale

La commission chargée du suivi de la mise en œuvre de la Stratégie nationale de transparence, de prévention et de lutte contre la corruption (2023-2027), lancée en juillet dernier a été installée, lundi à Alger, sous la supervision de la présidente de la Haute autorité de transparence, de prévention et de lutte contre la corruption, Salima Mousserati. Cette commission regroupe "des représentants du pouvoir législatif et des départements ministériels régaliens". Cette installation intervient "en application des dispositions de l'article 205 de la Constitution qui attribue à la Haute autorité de transparence la mission de mettre en place une stratégie nationale de transparence et de prévention de la corruption et de suivre et veiller à sa mise en œuvre", note la même source. Il sera procédé ultérieurement à l'installation des sous-commissions qui regrouperont tous les secteurs ministériels, ainsi que des instances de contrôle et de consultation.

POSTE ET TÉLÉCOMMUNICATIONS

6 millions de foyers seront connectés à l'internet fixe en 2024

Le ministre de la Poste et des Télécommunications, Karim Bibi Triki a indiqué que «la stratégie fixée dans le domaine des télécommunications vise à connecter 6 millions de foyers à l'internet fixe d'ici fin 2024. Il a souligné que le nombre total d'abonnés à l'internet mobile a dépassé les 45 millions d'abonnés.

Par Slimane T

Il est à noter que durant ces trois dernières années, des efforts ont été déployés pour améliorer la qualité d'internet. « Le secteur œuvre à diversifier les câbles sous-marins reliant l'Algérie aux autres régions du monde, d'autant que le renforcement des capacités du réseau international des télécommunications a permis un renforcement de la capacité de la bande passante internationale, qui est passée de 1,5 Tb/s en 2020 à 7,8 Tb/s actuellement», avait déclaré le ministre. En 2024, Karim Bibi Triki avait émis le souhait de revoir le prix d'abonnement à l'internet fixe pour les établissements scolaires. Il a aussi fait part de son envie d'accompagner les jeunes entrepreneurs en offrant la meilleure connexion

internet possible pour les startups. Alors que le débit internet a été augmenté de 2 mégabits/seconde à 10 mégabits/seconde depuis 2020 jusqu'à aujourd'hui, le ministre de la poste et des télécommunications a ajouté que des efforts sont également en cours pour améliorer la moyenne d'accès à l'internet fixe. Présentant un exposé devant la commission des finances et du budget de l'Assemblée populaire nationale (APN), et ce dans le cadre de l'examen du projet de loi portant règlement budgétaire 2021, le ministre a fait savoir que «le nombre total des bureaux de poste a enregistré une croissance constante, passant de 3.999 bureau au début 2020 à 4.245 bureaux en 2023, renforcés par des bureaux mobiles dont le nombre est passé de 39 bureaux en 2020 à 89 bureaux actuellement».

Il a également indiqué que «les GAB ont été renforcé par 600 guichets mis en service en 2022 et 2023, portant le nombre total à 1.993 GAB, outre la mise en place de 62 espaces livres-services sur l'ensemble du territoire national ». S'agissant des cartes "Edahabia", le ministre a souligné que leur nombre "a doublé", passant de 6 millions au début de l'année 2020 à 12,5 millions de cartes actuellement". Au terme de l'exposé du ministre, les membres de la commission ont salué les efforts déployés dans le secteur" appelant "à remédier aux lacunes enregistrées notamment l'amélioration des prestations fournies aux citoyens, la mise en place de distributeurs électroniques dans certaines daïras, la résolution du problème des perturbations d'internet et autres", conclut le communiqué.

COMMERCE

Zitouni reçoit une délégation du SNAPO

Le ministre du Commerce et de la Promotion des exportations, Tayeb Zitouni, a reçu, lundi à Alger, une délégation du Syndicat national algérien des pharmaciens d'officine (SNAPO), indique un communiqué du ministère. Lors de cette rencontre, tenue au siège

du ministère, M. Zitouni a indiqué que "le secteur adopte une vision participative et le dialogue pour prendre des décisions en faveur de l'intérêt général". Le ministre a décidé, lors de la rencontre, de mettre en place une commission mixte regroupant

des représentants du ministère et du SNAPO, qui sera chargée de l'examen de toutes les questions liées à la profession, notamment l'activité du pharmacien portant le code 602101 au registre de commerce, selon le communiqué.

MINISTÈRE DES TRANSPORTS

Journée d'information sur le guide des procédures pratiques des structures de l'administration centrale

Le ministère des Transports a organisé lundi une journée d'information sur le guide des procédures pratiques des différentes structures de l'administration centrale, a indiqué un communiqué du ministère. Supervisée par le ministre des Transports, Mohamed El Habib Za-

hana, cette journée d'information s'est déroulée au siège du ministère, en présence des cadres et du personnel du ministère, et de nombre d'experts en la matière, selon la même source. Dans son allocution à cette occasion, le ministre a souligné "l'importance de ces procédures qui

s'inscrivent dans le cadre de la stratégie tracée pour la numérisation du secteur, notamment en ce qui concerne les structures administratives", ajoute le ministère. Par ailleurs, M. Zahana a mis en avant l'importance de la formation continue au profit des cadres et des employés,

affirmant que la ressource humaine est l'élément clé pour atteindre les objectifs escomptés, en tête desquels la numérisation du mode de gestion et le recours aux divers mécanismes et technologies modernes " conclut, le communiqué.

SALON DE L'EMPLOI "EMPLOITIC CONNECT" LES 27 ET 28 JANVIER À ALGER

Près de 100 exposants attendus à la 11^e édition

La 11^e édition du salon de l'emploi "Emploitic Connect" se tiendra les 27 et 28 janvier à la Coupole d'Alger, où il est attendu la participation d'une centaine d'organismes employeurs, ont indiqué mardi les organisateurs de cette manifestation dans un communiqué. Placée sous le patronage du ministère de l'Economie de la Connaissance et des Startups, cette 11^e édition réunit plus d'une centaine d'organismes employeurs et proposera plus de 2.500 opportunités d'emploi aux candidats, dans différents métiers et niveaux d'expériences demandés, selon l'agence d'em-

ploi Emploitic, organisatrice de l'évènement. Ce salon, organisé en partenariat avec de nombreuses entreprises de différents secteurs, devra accueillir plus de 20.000 chercheurs d'emploi, qu'ils soient jeunes diplômés ou expérimentés, a ajouté la même source précisant qu'il intervient "dans un contexte axé sur la relance économique, où les entreprises ont un besoin croissant de recruter afin de mener à bien leurs projets futurs". L'objectif principal de ce salon "est de promouvoir l'emploi, les talents et les entreprises en Algérie", a souligné le communiqué en assurant que des entreprises de divers secteurs, dont des startups et

des entreprises innovantes, vont participer pour renforcer leurs effectifs et ainsi accroître leur productivité. En marge du salon, des conférences et ateliers seront organisés pour accompagner les demandeurs d'emploi et faire la promotion des différents acteurs et organismes du marché de l'emploi. L'accès au salon est gratuit pour les chercheurs d'emploi, sur inscription à travers le lien: connect.emploitic.com et sera également adapté aux personnes en situation de handicap pour augmenter leur chance de décrocher les meilleures opportunités d'emploi, a-t-on également précisé de même source.

Quotidien economique

Les Enjeux *Eco*

Edité par la
SARL
Les enjeux Eco
Tel: 06 98165554

Gérant
Belmihoub
Abdelaziz

Directeur de
publication
Radji Zahir

Siège social
03,Rue Ali Boumendjel
Square Port Said , Casbah
email: lesenjeuxeco@gmail.com

ccb : BDL 005
00170000003889 09

Impression
Centre : SIA

Distribution
Centre:
les enjeux Eco

PUBLICITÉ

«Pour votre publicité, s'adresser à : L'Entreprise Nationale de Communication, d'Edition et de Publicité»
Agence ANEP 01, avenue Pasteur, Alger
Téléphone : 021 73 71 28 / 021 73 76 78 / 021 74 99 81
Fax : 021 73 95 59
E-mail: agence.regie@anep.com.dz
Programmation.regie@anep.com.dz

MALGRÉ LE DÉFICIT

Les finances publiques se portent bien

Malgré la hausse de la dette publique interne avoisinant les 15 500 milliards de DA, soit 47% du PIB, les finances publiques de l'Algérie se portent bien. C'est ce que le ministre des Finances, Laaziz Faïd, a affirmé hier à Alger. Pour lui, le dernier rapport de la Banque mondiale est la meilleure réponse sur la situation financière du pays, en indiquant que « tous les indicateurs sont au vert ».

Par Zahir R

Lors de son passage au «Forum d'El Moudjahid», le ministre a souligné que les dépenses de l'Etat sont soutenables et l'ouverture des vannes pour 2024 était dans le but d'améliorer le train de vie de l'Etat. L'augmentation des dépenses dans la Loi de Finances (LF) 2024 s'inscrit dans le souci de donner des moyens aux différents ministères de s'équiper en moyens nécessaires et de procéder à des recrutements après des restrictions budgétaires durant les trois dernières années. Et surtout, ajoute-t-il, d'améliorer le pouvoir d'achat des citoyens qui est une question centrale dans le programme du Président de la République, Abdelmadjid Tebboune. Selon un exposé présenté par le ministre, les dépenses budgétaires devraient atteindre 15275,3 Mrds DA en 2024, puis 15900,4 Mrds en 2025 et 15705,6 Mrds en 2026. Comparativement à la loi de finances initiale pour 2023 il est, toutefois, enregistré une augmentation de 1688,03 Mrds DA en autorisation d'engagement (soit + 12,4%) et 1488,45 Mrds DA en crédits de paiement (soit +10,8%). Il importe de signaler que la demande exprimée par l'ensemble des secteurs atteint pour l'année 2024 un montant de 16 952,21 Mrds DA en autorisation d'engagement et 16 424,83 Mrds DA en crédits de paiement. Le taux de couverture de ces demandes est de 90,2% en AE et de 93% en CP. Concernant les recettes budgétaires devaient atteindre 9105,3 Mrds DA en 2024 et devaient augmenter en moyenne de près de +4,2% entre 2025 et 2026, pour atteindre 9537,2 Mrds DA en 2025 et 9881,9 Mrds DA

en 2026. Selon le même exposé du ministre des Finances, la fiscalité des hydrocarbures (budgétisée) devraient baisser en 2024 de 8,9% par rapport à l'année 2023. Elle passerait de 3856,3 Mrds DA en 2023 à 3512,3 Mrds DA en 2024, puis 3520,9 Mrds DA en 2025 et 3563,3 Mrds DA en 2026, ajoute le ministre, en faisant savoir que les recettes hors hydrocarbures devraient passer de 5593,0 Mrds DA en 2024 dont 4117,3 Mrds DA pour les recettes fiscales; à 6016,3 Mrds DA en 2025 et à 6318,6 Mrds DA en 2026. Concernant la hausse de la dette publique, le ministre a indiqué que par le passé celle-ci avait dépassé les 72% en 2017 et 2018, aujourd'hui, elle est à 47% du PIB, d'autant plus que la norme mondiale est de 60%. Ceci dit, affirme-t-il, que « nous avons encore de marge de manœuvre pour recourir à la dette interne si nécessaire pour le financement de l'investissement public ». Par ailleurs, Faïd a indiqué que son département poursuivra les efforts pour la rationalisation et l'optimisation de la dépense publique. D'ailleurs, c'est dans ce cadre que s'inscrit la réforme budgétaire en place depuis 2023. « On veut gérer et connaître le service public. Tous cela sera retracé », souligne-t-il. Cette nouvelle vision permettra, selon le ministre, « plus de responsabilisation, de résultat, d'évaluation de la performance de chaque institution et de chaque fonctionnaire ». Et d'ajouter : « Notre souci est de parvenir à une meilleure visibilité et traçabilité des politiques publiques ». L'important est que « les gens reprennent confiance en leurs institutions. Pour cette année, annonce M. Faïd, les crédits budgétaires « sont mis à la disposition de tous les ministères dès la première semaine de janvier cou-

rant ». Sur sa lancée, M. Faïd a rappelé également la remise des lettres de mission, aux directeurs généraux relevant de son département. Des tâches spécifiques et des objectifs précis sont fixés à chaque structure « sur trois ans avec un séquentiel d'une année ». Même les banques et les compagnies d'assurance, relève le ministre des Finances, « vont disposer de contrats d'objectifs et de performance ». Aussi, le premier argentier du pays est revenu sur la loi sur la comptabilité publique, publiée au Journal officiel, qui permettra de connaître le coût réel du service public. Les dépenses de personnel devraient atteindre 5 155,05 Mrds DA, représentant 34,44 % du total des crédits pour 2024 avec une augmentation de 673,97 Mrds DA en AE et en CP, soit +15,04% comparativement aux crédits du PLFR pour 2023. Ces crédits couvrent, essentiellement, la prise en charge de l'incidence financière en année pleine de l'ouverture de postes décidées par les pouvoirs publics au cours de l'exercice 2023, telles de l'Education Nationale pour 26.475 postes (dont 12.877 éducateurs sportifs) : 35,5 Mrds DA et de l'Enseignement Supérieur pour 4.800 postes dans le cadre du recrutement des titulaires des diplômes du Magister et de Doctorat : 6,9 Mrds DA; la révision de la grille indiciaire des salaires des fonctionnaires et agents publics au nombre 2,86 Millions pour une enveloppe globale évaluée à 578 Mrds DA. S'agissant de la masse salariale, celle-ci est évaluée à 5.275 Mrds DA pour 2024 contre 4.629 Mrds DA pour l'exercice 2023. Elle représente ainsi 34,5% du budget général de l'Etat.

FINANCES

Les nouvelles règles de la compatibilité publique publiées au JO

Les amendements apportés à la loi organique relative aux lois de finances, visant à adapter les règles de la compatibilité publique aux spécificités du Parlement, ont été publiés au Journal officiel (JO) n 1. Il s'agit de la loi organique n 23-23 modifiant et complétant la loi organique n 18-15 du 2 septembre 2018 relative aux lois de finances, signée par le président de la République, Abdelmadjid Tebboune le 31 décembre dernier. Les amendements approuvés ont porté sur l'article 23 de la loi organique des lois de finances, en instituant la notion "affectation spéciale" pour la différencier de la notion "affectation" prévue dans la loi organique 18-15. Ainsi les deux chambres du Parlement et la Cour constitutionnelle ne seront pas ainsi concernées par "la performance" induite par la mise en œuvre des politiques publiques en matière de gestion budgétaire.

Les affectations spéciales regroupent les crédits destinés au recouvrement des dépenses des deux chambres du Parlement et de la Cour constitutionnelle et constituent des portefeuilles d'affectations spéciales, mis à la disposition des responsables de ces institutions, est-il stipulé dans cette nouvelle loi organique. En vertu de ce nouveau texte, les crédits sont répartis, en vertu d'un décret détaillé, en fonction d'affectations spéciales et de titres, constituant ainsi, un ordre de paiement dans les comptes des institutions concernées. La répartition initiale des crédits d'affectations spéciales peut être modifiée au cours de l'année, par le biais de transfert ou de virement, est-il également mentionné dans le texte, ajoutant que les dispositions du présent article prennent effet, "à compter de la date de promulgation de

la loi de finances pour 2024". La révision de la loi organique relative aux lois de finances a été approuvée par une décision émanant de la Cour constitutionnelle émise après une saisine par le président de la République, par lettre datant du 10 décembre dernier, aux fins d'examiner la constitutionnalité de la loi organique modifiée et complétée. Publiée dans le même numéro du JO, il s'agit de la Décision n 05/D.C.C/CCC/23 du 20 décembre 2023 relative à la conformité dans la forme et le fond de la loi organique relative aux lois de finances, signée par le président de la Cour constitutionnelle Omar Belhadj. Par ailleurs, plusieurs décrets présidentiels portant répartition des autorisations d'engagements et des crédits de paiement ouverts, au titre du budget de l'Etat, par la loi de finances pour 2024, mis à la disposition des différents secteurs ont été publiés dans le même JO.

R E.

RÉVISION DES SUBVENTIONS

«Il faut réunir les conditions de réussite»

La révision des subventions est toujours inscrite dans le programme du gouvernement. Le ministère des Finances travaille avec les différents secteurs pour la réunion des conditions nécessaires pour sa mise en œuvre sur le terrain. Laaziz Faïd a précisé hier au «Forum d'El Moudjahid» que ce dossier est sensible et complexe, nécessitant un traitement «spécifique». «Il faut bien se préparer et réunir tous les conditions de sa réussite, avant son lancement. On n'a pas droit à l'erreur», précise le ministre, en indiquant que son département travaille sur le dossier, en poursuivant les opérations de numérisation et la constitution d'un fichier national pour connaître la situation de chaque citoyen. L'essentiel, dira le ministre, c'est qu'il y a une prise de conscience sur la nécessité d'aller vers le ciblage des subventions. Il est à noter que le ministère des Finances a inauguré en décembre 2023, un Data center qui regroupera, pour la première fois, les données disponibles au niveau des différentes plateformes numériques relevant des différents services du ministère et des directions générales du secteur, notamment les impôts, les douanes et les domaines. «Grâce à ce centre, nous pourrions renforcer la sécurité, protéger les données sensibles et améliorer la qualité des services fournis aux citoyens et aux partenaires économiques», avait affirmé le ministre. Il est à noter que l'Etat a presque doublé le budget des transferts. Le ministre Faïd Laaziz a noté que les dépenses de transfert sont de l'ordre de plus de 4200 milliards de DA, représentant ainsi une part de 28% du total des crédits de paiement pour 2024. « Cette rubrique enregistre une augmentation de 244,02 Mrds de DA en AE (soit +6,2%) et 293,60 Mrds DA en CP (soit +7,4%) comparativement à la LFR pour 2023 », détaille le ministre. Concernant les transferts sociaux, ils ont passé de 1900 milliards de DA en 2020 à 2900 milliards en 2024, soit une hausse de 1 000 milliards de DA. Dans la Loi de finances (LF2024), le gouvernement a mobilisé un montant de 704,26 milliards de DA pour la subvention des produits alimentaire de large consommation. Dans le détail, précise le ministre, 397,04 milliards pour les céréales, 86,72 milliards pour le Lait, 76,5 milliards pour l'eau, 24 milliards de DA de soutien à l'énergie et 120 milliards de DA pour la stabilisation des prix du Sucre et de l'huile. Des sommes «faramineuses» prises en charge sur le dos du budget de l'Etat, dont le but est de consolider le caractère social de l'Etat algérien.

Z R.

PÉTROLE

Le Brent à plus de 78 dollars mardi à Londres

Les prix du pétrole évoluaient en légère hausse mardi, les investisseurs se montrant prudents dans la continuité des tensions géopolitiques au Moyen-Orient. Le prix du baril de Brent de la mer du Nord, pour livraison en mars, montait de 0,45%, à 78,50 dollars.

Son équivalent américain, le baril de West Texas Intermediate (WTI), pour livraison en février, grappillait 0,01%, à 72,69 dollars.

« En l'absence de conséquences réelles et palpables sur l'offre pétrolière, les prix devraient évoluer dans la fourchette actuelle de 72 à 82 dollars », indiquent des analystes. Côté gaz naturel, le contrat à terme du TTF néerlandais, considéré comme la référence européenne, évoluait en petite baisse de 0,8%, à 29,675 euros le mégawattheure (MWh), peu après avoir touché 29,210 euros, un plus bas depuis août 2023.

Même en pleine saison de chauffage, « la demande continue d'être faible et (...) l'offre reste élevée », soulignent les analystes.

Si une nouvelle vague de froid en Europe alimente certes la demande de gaz à court terme, « les prévisions suggèrent des conditions (météorologiques) beaucoup plus douces plus tard dans le courant de l'année », suffisant à faire fléchir les cours, d'après les analystes. Les stocks européens de gaz sont actuellement remplis à environ 80% de leur capacité, soit bien plus que la moyenne à cette période de l'année. « Cela signifie que l'Europe est bien équipée en gaz pour passer l'hiver », font valoir les analystes.

R E.

LUTTE CONTRE LA CORRUPTION

Installation de la commission du Réseau algérien de transparence «Narakom»

La commission du Réseau algérien de transparence « Narakom », lancé en octobre dernier, a été installée hier mardi à Alger, sous la supervision de la Haute autorité de transparence, de prévention et de lutte contre la corruption.

Par R E.

Dans une allocution à cette occasion, la présidente de la Haute autorité de transparence, de prévention et de lutte contre la corruption, Mme Salima Mousserati a indiqué que cette démarche « intervient en consolidation du rôle de la société civile dans la prévention et la lutte contre la corruption pour la réalisation des objectifs escomptés et le renforcement des valeurs de citoyenneté, conformément à ce que prévoit la Constitution de 2020 pour l'édification de l'Algérie nouvelle ».

La même responsable a rappelé la loi fixant l'organisation de la Haute autorité de transparence, de prévention et de lutte contre la corruption qui prévoit la création d'un réseau interactif visant à associer la société civile, unifier et promouvoir ses activités en matière de transparence, de prévention et de lutte contre la corruption.

Selon Mme Mousserati, le Réseau « Narakom » est « un mécanisme créé en vertu des références juridiques pour renforcer la démocratie participative et atteindre les plus hauts niveaux d'efficacité dans la gestion des affaires publiques », ajoutant qu'associer la société civile à

cette démarche constitue « un défi et se veut un des nombreux mécanismes visant à réaliser le développement escompté ». De son côté, le directeur de la coopération internationale à l'autorité, Abdellatif Benaïda, a indiqué que le Réseau « Narakom » est « une alliance entre les acteurs de la société civile et l'autorité et vise à suivre la mise en œuvre de la stratégie nationale de transparence, de prévention et de lutte contre la corruption, à inculquer la culture de signalement et à encourager la formation », ce qui est à même de renforcer le rôle de la société civile en la matière, a-t-il dit.

LG REDÉFINIT LA TÉLÉVISION AVEC LE PREMIER ÉCRAN TRANSPARENT

LG SIGNATURE OLED T, une révolution visuelle

Du Spectaculaire Écran OLED à la Magie de WebOS, LG Décroche un Record de Plus de 30 Prix au CES 2024.

LG Electronics (LG) a créé la sensation au CES 2024 en dévoilant le LG SIGNATURE OLED T, le premier téléviseur OLED transparent sans fil au monde. Cette prouesse technologique révolutionnaire a été saluée par l'industrie, remportant cinq prix de l'innovation au CES 2024, dont le prestigieux prix Best of Innovation.

Le LG SIGNATURE OLED T offre une expérience visuelle inédite en combinant un écran OLED 4K transparent avec la technologie de transmission sans fil de LG pour la vidéo et l'audio. Équipé du nouveau processeur α (AI-

pha) 11 AI, il offre des performances graphiques améliorées de 70 % et une vitesse de traitement 30 % plus rapide par rapport à son prédécesseur. Avec sa taille d'écran de 77 pouces, l'OLED T se fond harmonieusement dans n'importe quel environnement, offrant une liberté sans précédent pour organiser méticuleusement les espaces de vie.

L'OLED transparent de LG libère les utilisateurs des contraintes habituelles des téléviseurs classiques. Grâce à son écran transparent, il peut être placé au milieu de la pièce pour devenir une cloison ou contre la fenêtre sans bloquer la vue vers l'extérieur. La ZeroConnect Box, avec sa technologie de transmission sans fil avancée, permet de placer le té-

léviseur n'importe où dans la pièce, sans câbles visibles. La conception modulaire du LG OLED T offre diverses méthodes d'installation, avec des options autonomes, contre le mur ou fixées au mur. Les clients peuvent personnaliser davantage en ajoutant des étagères debout ou flottantes sur un ou les deux côtés de l'écran. L'OLED T devient ainsi une toile numérique transparente pour présenter des œuvres d'art, des vidéos ou des photos, grâce à la fonction Always-On-Display (AOD). Par ailleurs, LG Electronics a été reconnue pour l'excellence technologique et de conception de ses solutions de style de vie au CES 2024, remportant plus de 30 prix de l'innovation, dont deux prix Best of Innovation pour les télé-

viseurs LG OLED. Avec 15 CES Innovation Awards décernés aux téléviseurs LG, maintient sa position de leader dans le domaine des téléviseurs auto-éclairés pour la 12e année consécutive. Parmi les autres produits primés, on compte les barres de son LG, les haut-parleurs portables LG XBOOM, les applications WebOS LG Smart TV, les laveuses et sècheuses LG SIGNATURE, les moniteurs de jeu LG UltraGear, le moniteur LG SMART, les ordinateurs portables LG Gram et LG CLOiServeBot. Ces distinctions confirment l'engagement continu de LG envers l'innovation et la qualité exceptionnelle de ses produits dans le domaine des appareils électroménagers, du divertissement à domicile et des solutions B2B.

CONSEIL DE LA NATION

Adoption du texte de loi relative à la pension alimentaire

Les membres du Conseil de la nation ont adopté, mardi, le texte de loi portant mesures particulières pour l'obtention de la pension alimentaire, lors d'une plénière présidée par le président du Conseil de la nation, Salah Goudjil, en présence du ministre de la Justice, garde des Sceaux, Abderrachid Tabi et de la ministre des Relations avec le Parlement, Basma Azouar.

A l'issue de l'adoption, M. Tabi a indiqué que "l'approbation par les membres du Conseil de la nation de ce texte confirme leur perception de la dimension humaine de cette loi et de ses nobles objectifs visant à protéger la famille, la société, et à préserver la dignité des enfants et des femmes, après la dissolution du lien conjugal et leur incapacité d'obtenir les montants de la pension alimentaire fixés par la jus-

tice". Ce texte a pour objectif de "renforcer le cadre juridique de l'intervention de l'Etat en matière de pension alimentaire, qui constitue un engagement fondamental de l'époux envers la femme divorcée et les enfants gardés, consacrant ainsi le rôle social de l'Etat dans la protection des catégories vulnérables".

Pour sa part, la Commission des affaires juridiques et administratives, des droits de l'Homme, de l'organisation locale, de l'aménagement du territoire et du découpage territorial du Conseil de la nation a salué le contenu de cette loi, laquelle "garantira une vie décente aux enfants gardés et aux femmes divorcées, conformément au principe de l'Etat social consacré par la Constitution".

La même Commission a recommandé, dans son rapport complémentaire, "la

nécessité de procéder à une évaluation périodique de l'opération de recouvrement des redevances financières du Fonds de la pension alimentaire", "d'accélérer la révision du Code de la famille et d'établir des critères de maturité et de compétence pour la désignation des juges chargés de statuer sur les affaires de divorce et de "khol'a".

La loi portant mesures particulières pour l'obtention de la pension alimentaire s'articule autour de trois axes fondamentaux, le premier portant sur le champ d'application et stipule que les bénéficiaires des redevances financières sont l'enfant gardé ayant bénéficié d'une pension alimentaire en vertu d'une ordonnance judiciaire, y compris pour la pension alimentaire provisoire en cas de requête de divorce, et la femme divorcée qui a bénéficié de ju-

gement lui octroyant une pension alimentaire.

Le deuxième axe porte sur le Fonds de la pension alimentaire.

Cet axe stipule que l'Etat prend en charge les redevances financières prévues dans ses dispositions à travers un fonds de pension alimentaire, géré par le ministre de la Justice, Garde des Sceaux, via les secrétaires généraux des Cours, tout en établissant des conditions et des procédures pour régler l'accès aux redevances financières du Fonds. Concernant le troisième axe, il concerne la gestion du Fonds de la pension alimentaire au niveau local à travers l'établissement de mécanismes juridiques spéciaux en vue de coordonner entre les parties de paiement et de recouvrement des redevances financières.

R E.

PRODUITS PÉTROLIERS

La consommation nationale en hausse de 3,5%

La consommation nationale de produits pétroliers a atteint 18,1 millions de tonnes en 2023 contre 17,3 millions de tonnes consommés en 2022, soit une augmentation de 3,5% sous l'effet de la dynamique économique que connaît le pays, a indiqué le président de l'Autorité de régulation des hydrocarbures (ARH), Rachid Nadil.

Par Reda Hadi/Agence

En effet, cette croissance de la consommation devrait se poursuivre dans les années à venir, affirme le même responsable, en assurant au passage que «les capacités de production nationales sont capables de satisfaire cette demande, d'autant plus que l'Algérie a réalisé une autosuffisance en produits pétroliers ces quatre dernières années, grâce aux efforts des hautes autorités, notamment à travers la réhabilitation des raffineries et l'augmentation de la capacité de production de ces produits». En 2022, la consommation de gasoil a atteint 10,1 millions de tonnes contre 9,73 millions de tonnes en 2022 (+4%). Une consommation «appelée à augmenter sous l'effet de la croissance économique que connaît l'Algérie», selon le responsable, qui a relevé que «la capacité de production de ce produit, estimée actuellement à 9,9 millions de tonnes, devrait atteindre 10,3 millions de tonnes». La consommation d'essence a, quant à elle, reculé de 0,6%, passant de 3,34 millions de tonnes en 2022 à 3,32 millions de tonnes en 2023, notamment en raison de l'augmentation de la consommation de GPL carburant de 1,55 million de tonnes

en 2022 à 1,73 million de tonnes en 2023 (+12%). Une augmentation que M. Nadil explique par les efforts consentis par différents acteurs, plusieurs années durant, en vue de promouvoir ce produit respectueux de l'environnement proposé au consommateur à seulement 9 dinars/litre. La consommation de kérosène a atteint 630.000 tonnes en 2023, contre 470.000 tonnes en 2022 (+34%), tandis que la consommation de carburants marins a atteint 330.000 tonnes en 2023 contre 220.000 tonnes en 2022 (+50%). La consommation de butane a, elle, baissé de 6%, passant de 1,21 million de tonnes en 2022 à 1,13 million de tonnes en 2023, tandis que la consommation de propane a augmenté de 1%, atteignant 130.000 tonnes contre 120.000 tonnes en 2022. La consommation de bitume a, par contre, reculé de 20%, passant de 620.000 tonnes en 2022 à 500.000 tonnes en 2023. Concernant les investissements dans la distribution des produits pétroliers, le responsable a fait savoir que l'ARH avait traité 176 demandes d'autorisations (définitives et temporaires) en 2023 pour le lancement d'activités de stockage et de distribution de produits pétroliers et la création d'unités de fabrication et de stockage de lubrifiants et de régénération

des huiles. Et de préciser que 112 autorisations avaient été accordées pour la création de stations-service, 6 autorisations pour le stockage de produits pétroliers et 2 autorisations pour l'expansion de l'activité de conversion des véhicules au GPL carburant. S'agissant de la création d'unités de fabrication et de stockage de lubrifiants et de régénération des huiles, 56 autorisations ont été accordées, a fait savoir M. Nadil, relevant que ces autorisations étaient octroyées conformément au plan national de développement des installations de raffinage et de transformation des hydrocarbures, dont l'étude a été confiée à une commission sectorielle spéciale. Il a rappelé, à ce propos, que l'ARH avait lancé une plateforme numérique pour l'étude des demandes d'autorisations liées à l'investissement dans le domaine des hydrocarbures en vue de faciliter et d'accélérer le traitement des dossiers (deux ou trois jours) et d'accompagner les investisseurs. M. Nadil a, par ailleurs, soutenu que la protection de l'environnement était au cœur des missions de l'Autorité de régulation des hydrocarbures, qui veille, a-t-il dit, à l'application des lois et normes en vigueur en la matière, notamment s'agissant de la lutte contre la pollution.

COMPLEXE D'EL HADJAR

Prévision de production de 600.000 tonnes en 2024

Le ministre de l'Industrie et de la Production pharmaceutique, Ali Aoun, a affirmé lundi à Annaba que les 215 hectares de foncier industriel récupérés dans le périmètre du complexe sidérurgique d'El Hadjar seront orientés vers le lancement de projets d'investissement qui renforceront les capacités nationales de production de différents produits. Lors d'une inspection du foncier récupéré, M. Aoun qui effectuait une visite de travail au complexe Sider El Hadjar, près d'Annaba, a précisé que 65 hectares de ce foncier industriel sont situés dans l'enceinte de l'usine. Soulignant que la "priorité dans l'exploitation et la valorisation de cet important foncier, récupéré à proximité du complexe, sera donnée aux investissements structurels relatifs aux branches sidérurgiques", le ministre a évoqué, dans ce contexte, "l'importance de développer un tissu industriel intégré à proximité du complexe d'El Hadjar". M. Aoun a ajouté que les investisseurs qui y initieront des projets générateurs de richesses, publics ou privés, trouver

ont dans ce foncier récupéré dans le périmètre du complexe d'El Hadjar, où toutes les conditions sont réunies pour son aménagement et son raccordement aux différents réseaux, un terrain propice pour concrétiser leurs projets dans les meilleurs délais. Il a souligné, à ce propos, "la nécessité d'exploiter ce foncier industriel pour impulser une dynamique économique et sociale positive dans la région". Il a, en outre, souligné que les efforts concertés au niveau national pour récupérer le foncier industriel non utilisé ont permis, jusqu'à présent, la récupération de 6.000 hectares qui seront "orientés vers l'investissement et le développement d'activités productives à haute valeur ajoutée, conformément à la nouvelle loi sur l'investissement". Lors de l'inspection du complexe sidérurgique, le ministre s'est enquis du fonctionnement du haut-fourneau n° 2, qui a repris son activité en décembre dernier après un arrêt de plus de trois mois, dû à des perturbations dans l'approvisionnement en coke (combustible utilisé, ndlr). Il a souligné, insitu, la

nécessité de "maîtriser l'approvisionnement en coke pour éviter les arrêts répétés du fourneau", soulignant, à ce propos, que les arrêts d'activité du haut-fourneau "ne seront plus admis à l'avenir". M. Aoun a également écouté trois exposés sur "les capacités de production actuelles du complexe d'El Hadjar et les perspectives de leur développement", "la stratégie arrêtée, à court terme, pour le développement et la diversification de la production du complexe" et "le projet de transferts technologique et énergétique à l'horizon 2030". Les prévisions de production du complexe sidérurgique d'El Hadjar, pour l'exercice 2024, ont été fixées à 600.000 tonnes de produits ferreux plats et longs, de rond à béton, de tubes sans soudure et autres produits sidérurgiques, a-t-on souligné, rappelant que les exportations du complexe, qui emploie 5.605 travailleurs, ont atteint, en 2023, une valeur de 22 millions de dollars.

R E.

ABDERRAHMANE HADEF

«La loi 23-17 a apporté des réponses au portefeuille du foncier industriel»

L'Algérie compte mettre toutes les conditions nécessaires pour réussir la transformation de son économie, a indiqué, mardi, l'expert des questions géoéconomiques, Abderrahmane Hadeef, ajoutant que pour ce faire, la révision de l'arsenal juridique sur le foncier industriel a été finalisée afin de «mettre en place les atouts nécessaires à l'objet d'un vrai redémarrage de l'acte de l'investissement». « Cette chaîne est bien bouclée avec la promulgation des textes de loi 23-17 relative à l'application des mécanismes d'octroi du foncier », a affirmé M. Hadeef dans l'émission L'Invité de la Rédaction de la Chaîne III de la Radio Algérienne. Cette loi vient, selon lui, d'«apporter des réponses en termes de gestion du foncier industriel, du foncier touristique et du foncier urbain». «Aujourd'hui, les choses marchent vraiment dans le bon sens», a-t-il jugé, assurant que «l'Algérie enregistrera durant cette année un réel redémarrage de l'acte de l'investissement avec une nouvelle approche et un nouvel environnement surtout avec l'Agence de Promotion de l'Investissement (API) qui se place, désormais, dans les standards des agences internationales». C'est ce qui amène l'expert à assurer qu'«aujourd'hui, l'Algérie a tous les moyens pour relancer l'investissement, considéré comme un des moteurs de la croissance économique, surtout dans l'ambition de l'émergence à l'horizon 2030 ». S'agissant de la cadence à adopter pour rattraper le retard dans la concrétisation des projets en attente et l'octroi du foncier nécessaire, l'intervenant a attesté que «le défi est de désengorger cette liste en attente sachant le retard de plusieurs années en termes d'accords de mise à disposition du foncier industriel ». Et de poursuivre «il est important de constituer le portefeuille du foncier industriel et c'est sur quoi travaille l'API, selon une démarche participative et de concertation entre différents acteurs afin de trouver les mécanismes d'octroi. » Dans ce contexte, M. Hadeef a révélé que «la loi régissant l'API a mis en place un barème pour octroyer ce foncier sur des bases de transparence et surtout d'efficacité. »

Source : Radio nationale

NAÂMA

La commune d’El Bayouth dotée de plusieurs projets

La commune d’El Bayouth (Naama) a bénéficié de plusieurs projets de développement devant contribuer à améliorer le cadre de vie des habitants, apprend l’APS lors de la visite d’inspection du wali, Lounès Bouzegza à cette collectivité locale.

Le wali a inspecté les travaux de réalisation du nouveau siège du service biométrique à hai « Litim Hamza » en vue de son rapprochement du citoyen, notamment les personnes âgées et aux besoins spécifiques, qui devra être mis en service dans les prochains jours.

La commune a bénéficié des travaux d’aménagement de l’entrée-nord dotés de plus de 30 millions DA, en vue d’améliorer la façade de la ville proche de l’axe de la route nationale (RN 6) reliant les wilayas de Naama et d’El Bayadh, selon le président d’APC Hachelafi Abdelkader. La commune s’est dotée également d’un stade sportif de proximité en gazon artificiel à hai « Talbi Lakhdar » en plus de l’amélioration urbaine, le revêtement des chaussées à hai Litim Hamza et l’aménagement du marché de proximité.

Le wali de Naâma a insisté, lors de l’inspection des travaux d’aménagement urbain en cours au centre de la commune d’El Bayouth, portant sur le revêtement des routes, la réfection des trottoirs, l’entretien de l’éclairage public et l’aménagement et l’embellissement des espaces verts, sur le respect des délais et la qualité de la réalisation de ces projets.

TRAVAUX PUBLICS

M’sila raccordée à l’autoroute Est-ouest via Bordj Bou Arreridj «avant l’été prochain»

Le ministre des Travaux publics et des Infrastructures de base, Lakhdar Rakhroukh a affirmé lundi de Bordj Bou Arreridj que la wilaya de M’sila sera raccordée à l’autoroute Est-ouest via Bordj Bou Arreridj "avant l’avènement de l’été prochain".

Dans une déclaration à la presse au siège de la wilaya le ministre a précisé que "l’achèvement des travaux de réalisation des tronçons routiers qui reliera la wilaya de M’sila à l’autoroute Est-ouest en passant par Bordj Bou Arreridj aura lieu avant l’été 2024".

Le ministre a donné des instructions aux entreprises de réalisation pour respecter impérativement les délais contractuels et œuvrer même à les réduire pour accompagner le processus de développement dans la wilaya de Bordj Bou Arreridj et faciliter les déplacements des citoyens en prévision de la saison estivale 2024.

M.Rakhroukh a également invité dans le contexte les autorités locales à applanir les

entraves rencontrées par les entrepreneurs notamment en matière d’expropriation pour leur permettre de hâter l’exécution de leurs projets. Au cours de l’inspection des travaux de dédoublement du tronçon de 8,5 km de la RN-5 entre la commune d’El M’hir (Bordj Bou Arreridj) et l’autoroute Est-ouest, de doublement du tronçon de la RN-60 A entre El M’hir et le village Selatna dans la même commune sur une distance de 11 km et de l’évitement du village Selatna jusqu’aux limites de la wilaya de M’sila, M. Rakhroukh a affirmé que son département accordé "la priorité à la réalisation des projets de dédoublement des routes enregistrant un nombre élevé d’accidents routiers". "Dès la réception de ces projets qui mobili-

sent une enveloppe financière de 2,84 milliards DA, la dynamique économique dans la wilaya de Bordj Bou Arreridj qui représente un bassin industriel de l’électronique et de l’électroménager", a souligné le ministre.

Au cours de sa tournée à Bordj Bou Arreridj, le ministre a présidé la mise en service du chemin communal Ouled Mehdi sur une distance de 6 km, a lancé deux projets de dédoublement de la voie de contournement de la ville El Anasser sur une distance de 5 km et la voie de contournement de la ville Belimour sur 4 km et a inspecté le projet de doublement de la RN-103 entre Ras El Oued et la zone industrielle R’mail sur 4 km.

MILA

Plus de 5.600 postes de formation pour la session de février 2024

Un total de 5.650 offres est proposé aux jeunes de la wilaya de Mila pour la session de février 2024 de la formation et de l’enseignement professionnels, apprend l’APS de la directrice locale du secteur, Samira Benlemedjet. Pas moins de 1.652 postes de ce total sont offerts dans diverses spécialités en mode de formation par apprentissage, 840 en formation résidentielle et 375 en formation qualifiante, a précisé la même responsable. Il s’agit également de 325 postes qui sont offerts en cours de soir, 290 pour les

femmes au foyer, 225 en mode formation passerelle, 140 postes en milieu carcéral, 75 postes en milieu rural et 1.620 postes pour les bénéficiaires de la prime de chômage, a précisé la même source. Ces offres dépassent de 50 postes le total des offres de la même session de l’année 2023, a ajouté la même cadre rappelant que la wilaya de Mila compte 2 instituts nationaux spécialisés, 14 CFPA et une annexe. Le secteur œuvre constamment à augmenter et diversifier les offres de formation pour attirer le plus grand nombre de jeunes en

quête de qualification et adapter les offres aux spécificités économiques de la wilaya, a indiqué, Mme. Benlemedjet. Le nombre de spécialités proposées a progressé à 119 dont cinq nouvelles (chimie industrielle, mécatronique automobile, création et entretien de réseau local, création sites web et collecte de droits de passage), selon la même source. Ouvertes le 7 janvier, les inscriptions pour la session de février se poursuivront au 17 février prochain, tandis que la rentrée est prévue le 25 du même mois.

ORAN

Réceptionner la station de dessalement d’eau de mer de Cap Blanc dans les délais impartis

Le ministre de l’Hydraulique Taha Derbal a insisté, lundi à Oran, sur la nécessité de réceptionner le projet de la station de dessalement d’eau de mer de Cap Blanc dans les délais impartis, notamment pour le tronçon lié à l’adduction de l’eau dessalée.

M. Derbal a souligné que ce projet est stratégique et très important de par son impact sur l’alimentation en eau potable de la wilaya d’Oran, en particulier, et de manière indirecte pour les wilayas limitrophes, mettant l’accent

sur la nécessité d’accélérer le rythme des travaux de réalisation de l’adduction de l’eau dessalée, qui compte plusieurs structures, à l’instar de 48 km de canalisations, deux réservoirs à Aïn Tessa d’une contenance de 50.000 m3 et Bousfer avec 30.000 m3. Le ministre a donné des instructions pour le lancement de l’élaboration des cahiers des charges et l’annonce des appels d’offres nationales concernant le programme de l’exercice 2024 du projet d’eau dessalée. Dans ce cadre, il a déclaré que cette

station, située dans la commune d’Aïn El-Karma, constitue la colonne vertébrale et l’axe principal de l’approvisionnement en eau potable de la wilaya, permettant de résoudre tous les problèmes soulevés dans la wilaya en la matière, lors de sa mise en service. Par ailleurs, le ministre de l’Hydraulique a visité le bâtiment technologique de la Société de l’Eau et de l’Assainissement d’Oran (SEOR), où il a pris connaissance de l’état d’approvisionnement en eau potable dans la wilaya, outre les différents

projets et opérations visant à améliorer l’élimination des points noirs dans ce domaine. Il a également inspecté les travaux du réseau d’adduction de Cap Blanc, relevant de l’Algérienne Des Eaux (ADE), ainsi que le réservoir d’eau d’Aïn Tessa. Le ministre poursuit sa visite d’inspection dans la wilaya, sachant que le programme comprend une inspection de la station d’épuration des eaux usées dans la commune d’El Kerma et le projet de la station d’épuration dans la commune d’Oued Tielat.

ÉDUCATION, ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR ET AFFAIRES RELIGIEUSES À KHENCHELA

Mission d’information de l’APN

Une mission d’information de l’Assemblée populaire nationale (APN) s’est enquis, lundi dans la wilaya de Khenchela, de la réalité des secteurs de l’éducation, de l’enseignement supérieur et des affaires religieuses afin de soumettre ses conclusions aux autorités centrales concernées.

M.Omar Maâmar, chef de cette mission temporaire d’information, représentant la commission de l’éducation, de l’enseignement supérieur et des affaires reli-

gieuses de l’APN, a déclaré, aux médias au siège de la wilaya, que les membres de la mission "se sont rendus, ce jour, dans six (6) établissements relevant de ces secteurs pour s’enquérir au plus près de la réalité vécue dans les structures visitées, et ont enregistré de nombreuses observations importantes qui seront ultérieurement soumises aux autorités de tutelle".

Cet élu a indiqué que certains établissements scolaires visités, comme le lycée

Chihani Bachir, situé au centre de Khenchela qui "nécessite une opération réhabilitation et de maintenance, ou encore le projet de pôle universitaire de 4.000 places pédagogiques au chef-lieu de wilaya. Un projet où les travaux ont été interrompus.

Le même élu a souligné, en revanche, que des "choses positives" ont été observées au Centre culturel islamique Ibrahim Abu El Yekdhan où la saison portant sur la mémorisation du Coran

par 500 apprenants a été ouverte en début de semaine tout en soulignant la nécessité de prendre en charge les ressources humaines.

M.Maâmar a aussi indiqué que cette visite a offert l’opportunité aux membres de la mission de rencontrer et de débattre avec des partenaires des trois secteurs concernés (professeurs, représentants des associations de parents d’élèves, syndicalistes, étudiants, élèves) les préoccupations exprimées.

CROISSANCE RUSSE

Pourquoi les prévisionnistes se sont trompés pour 2022 et 2023, et pourquoi ils se tromperont encore pour 2024

Depuis le début de l'application des sanctions occidentales contre la Russie fin février 2022, des prévisions catastrophiques ont été faites sur l'économie russe. L'effet des sanctions, ou plus exactement des mesures de coercition économique [1], prises contre la Russie depuis le début du conflit en Ukraine, est l'objet de nombreuses discussions [2]. Leur efficacité a été remise en question [3]. En fait, le premier épisode de sanctions contre la Russie (2014-2017) n'a pas été concluant [4], et il en va de même pour le second [5]. Mais un autre problème est alors apparu.

2^e partie

Par Jacques Sapir

Ces modèles sont utilisés pour prévoir la croissance [28]. Pourtant, ils reposent sur des hypothèses microéconomiques hasardeuses [29]. Les agents ont un comportement fixe et ne peuvent pas modifier ce comportement [30]. Cependant, toutes les enquêtes microéconomiques réalisées en Russie en 2022 démontrent que les agents ont effectivement modifié leur comportement et que les entreprises maximisent désormais leurs volumes de production dans l'espoir de gagner des parts de marché, condition d'une maximisation future des profits. Le recours aux modèles DSGE s'est alors révélé être un obstacle à la prise en compte des changements de trajectoire [31], et notamment de l'économie russe, mais aussi des changements de politique économique [32]. Mais les problèmes techniques n'expliquent pas tout. L'idéologie a certainement eu un impact. Cela doit être attribué à une incrédulité, qu'elle soit temporaire ou durable, face à l'action du gouvernement russe, considéré presque ouvertement dans les cercles des économistes occidentaux comme incapable d'initiative et de pensée innovante. Ces erreurs peuvent donc être dues à des causes idéologiques [33]. De nombreuses hypothèses idéologiques telles que « Les Russes ne peuvent pas gérer leur économie sans nous, les Occidentaux... » [34] ou « Le gouvernement russe corrompu ne pouvait pas s'adapter ni réagir aux sanctions » ont été largement diffusées dans les pays occidentaux [35], et en particulier au sein de l'administration de l'Union européenne [36]. La déclaration du 1er mars 2022 faite par le ministre français de l'Économie, M. Bruno Le Maire, sur le prochain « effondrement » de l'économie russe s'inscrit évidemment

dans de telles hypothèses [37]. Des déclarations analogues, montrant une véritable continuité dans l'aveuglement idéologiques, ont été faites aux États-Unis [38]. Mais les « erreurs » pourraient aussi avoir une cause politique, en lien avec le conflit en Ukraine. Leur objectif était de diffuser une représentation de la faiblesse russe afin de convaincre l'opinion publique occidentale que la guerre serait facilement gagnée, peut-être simplement par la coercition économique, et qu'aucun sacrifice difficile ne serait nécessaire pour soutenir l'Ukraine [39]. Ainsi, alors que comme le montre le tableau 2 l'OCDE et la Banque mondiale maintiennent des prévisions négatives pour l'année 2023 jusqu'en juin et juillet 2023, alors que les données sur la croissance russe s'accroissent depuis mars-avril 2023, on est en droit de se demander ce qu'il en est. Sommes-nous simplement en présence d'une erreur technique de prévision ou d'un parti pris idéologique et/ou politique ? A l'inverse, le FMI s'est caractérisé par une certaine neutralité, ce qui a permis à ses prévisions, avec trois révisions, de se rapprocher des résultats factuels de croissance. Bien entendu, le FMI a modifié ses prévisions assez lentement. Mais il convient de rappeler que les révisions de juillet intègrent, au mieux, les chiffres publiés en juin 2023, et même très probablement uniquement ceux de mai. De même, la publication des données du mois d'octobre est très probablement représentative des données disponibles pour le mois d'août. L'Institut de prévision économique de Moscou a annoncé une croissance annuelle de 2,5 % en août 2023, ce qui rend les prévisions d'octobre du FMI (2,25 %) tout à fait réalistes ou du moins pas pires que les estimations russes. La relative lenteur du processus de publication des prévisions de croissance au FMI est due d'une part à l'ampleur des données traitées et d'autre part

aux procédures de vérification, tant techniques que politiques, qui prennent nécessairement du temps. Comme en 2022, le FMI s'est caractérisé au sein des institutions économiques occidentales par la qualité de ses travaux techniques relativement peu influencés par des enjeux idéologiques ou politiques.

Les erreurs russes

Des problèmes concernant la nature des modèles de prévision expliquent également pourquoi les prévisionnistes russes se sont également trompés initialement (tableaux 3 et 4), quoique dans une bien moindre mesure que les occidentaux et avec une réaction beaucoup plus rapide courant 2023 pour l'IEF. Deux observations doivent immédiatement être faites concernant les prévisions publiées par la Banque centrale de la Fédération de Russie. Tout d'abord, l'intervalle de variation a été considérable en début de période avec 690 points en février 2023, puis 580 points en mars, avant de retomber à 350 points en avril et juin et d'atteindre environ 150 points en octobre 2023. Si, en début d'année, un intervalle de variation important n'est pas exceptionnel (généralement associé à une plage de probabilité faible), il est rare cependant qu'il soit d'une telle ampleur. Rappelons que 680 points se situent largement au-delà d'un intervalle allant de -2,1% (les résultats réels de 2022) à +2,5%. Cela indique à tout le moins une instabilité du modèle utilisé par la Banque centrale, qui semble s'être inspiré des modèles DSGE, mais aussi, très probablement, un conflit interne au sein de l'équipe de prévision. Les données de l'IPE-ASR révèlent un autre problème (tableau 4). Cet institut utilise un modèle assez complexe, avec plus de 200 équations et pas moins de 2000 variables [40]. Ce modèle repose sur un calcul itératif séquentiel d'indicateurs prévisionnels de la dynamique écono-

mique par périodes d'un trimestre [41]. Le calcul de la dynamique des indicateurs macroéconomiques s'effectue à partir de la demande exprimée, par catégories de demande : population, entreprises et État. La demande se forme en fonction du niveau de revenu, ainsi que de la structure et du volume de l'épargne des entités économiques. Selon les estimations de l'équipe qui gère le modèle, les sanctions pourraient être comparées à un choc macroéconomique exogène massif [42], ce qui n'est pas très différent (en principe) de la crise du COVID-19 [43]. La caractéristique clef de la crise provoquée par les sanctions était donc la durée de la période de dynamique négative du PIB associée à la fois aux restrictions sur l'approvisionnement en produits importés et aux décisions des pays hostiles d'abandonner les vecteurs énergétiques et les matières premières russes. Dans de telles conditions, une certaine période d'adaptation de l'économie russe aux changements dans la structure de la production, mais aussi des revenus et des prix était logique. On sait, par ailleurs, suite à la coopération de longue date avec les collègues de l'IEF-RAS qui a débuté en 1991, que les chercheurs de cet Institut se méfient de tout optimisme qui ne serait pas réellement fondé. Les opinions trop optimistes sont sévèrement condamnées, et pour des raisons parfaitement compréhensibles, parmi les économistes russes. Or, ceci pourrait bien introduire un biais à la baisse dans les prévisions pour la Russie faites par cet institut. Notons que parmi les statisticiens français, une certaine prudence prévaut aussi. Si l'on regarde les institutions françaises comme l'INSEE ou le REXECODE, on constate à la fois la même prudence et quelques erreurs importantes dans les prévisions [44]. L'Insee n'hésite pas quant à elle à corriger ses prévisions, voire ses estimations [45].

Source : Les crises.fr

Notes

[28] Adolfson, M., Lindé, J. and Villani, M., "Forecasting Performance of an Open Economy DSGE Model", in. *Econometric Reviews*, Vol. 26, 2007, (n° 2-4), pp. 289-328 .

[29] Fagiolo G. and Roventini A, *Macroeconomic Policy in DSGE and Agent-Based Models*, in *Revue de l'OFCE*, 2012, N°5 (n°124), pp. 67-76.

[30] Storm S., "Cordon of Conformity: Why DSGE Models and the Stability of Monetary Policy Models." In *Review of Economics and Statistics* Vol. 85 (n°1), pp.:94-104.

[32] Dockès P., *Le capitalisme et ses rythmes, quatre siècles en perspective: Tome 2, Splendeurs et misère de la croissance*, 2 volumes, Paris, Classiques Garnier, 2021

[33] On the potential ideological bias among experts and forecasters, Benveniste, G., "On a Code of Ethics for Policy Experts", in *Journal of Policy Analysis and Management*, Vol. 3, 1984, pp. 561-572

[34] Sonnenfeld, J. and S. Tian, « A Year After the Invasion, the Russian Economy Is Self-Immolating. », *Yale Insights*, 21 Feb 2023, <https://insights.som.yale.edu/insights/year-after-the-invasion-the-russian-economy-is-self-immolating>.

[35] This is obviously the case for the so-called "Yale" paper which is grounded on just these assumptions, Sonnenfeld J., Tian S., Sokolowski F., Wyreblowski M. et Kasproicz M., "Business Retreats and Sanctions Are Crippling the Russian Economy", op. cit.

[36] See <https://cepr.org/voxeu/columns/recession-russia-deepens-evidence-alternative-tracker-domestic-economic-activity>

[37] https://www.bfmtv.com/economie/economie-social/bruno-le-maire-nous-allons-provoquer-l-effondrement-de-l-economie-russe_AN-202203010131.html

[38] Blinken, A. J., « Sanctioning Evasion Network Supporting Russia's Military-Industrial Complex, » *Press Statement*, 1 Feb 2023, <https://ua.usembassy.gov/tag/russias-military-industrial-complex/>. And Brzezinski, Nadin, « Consequences of the Defeat of Russia, » *Medium*, 2 Jan 2023, <https://nadinbrzezinski.medium.com/consequences-of-the-defeat-of-russia-ec7e12c9971c>.

[39] Kantchev, G. and E. Gershkovich, « Russia's Economy Is Starting to Come Undone, » *The Wall Street Journal*, 28 Mar, 2023 <https://www.wsj.com/articles/russias-economy-is-starting-to-come-undone-431a2878>.

[40] Shirov A.A., Brusentseva A.R., Savchishina K.E., Kaminova S.V., "Predictive and analytical capabilities of macroeconomic models in conditions of crisis economic development (using the example of the QUMMIR model)" in *Economic and Social Changes: Facts, Trends, Forecast*, Vol. 15(n°6), 2022, pp. 35-51

[41] See, Almon C., *Iskusstvo ekonomicheskogo modelirovaniya* [The Craft of Economic Modeling]. Translated from English, Moscow: MAKSS Press, 2012.

[42] Bardazzi R., Ghezzi L., "Large-scale multinational shocks and international trade: A non-zero-sum game", in *Economic Systems Research*, Vol. 34(n°2), 2021, pp. 1-27

[43] Klepach A.N., "Российская экономика: шок от коронавируса и перспективы восстановления" in *Nauchnye trudy Vol'nogo ekonomicheskogo obshchestva Rossi=The VEO of Russia Today*, vol. 222(n°2), 2020, pp. 72-87.

[44] REXECODE, *Croissance en France: de la prévision économique à la réalisation*, Septembre 27th, 2023, <http://www.rexecode.fr/public/Analyses-et-previsions/A-noter/Croissance-en-France-de-la-prevision-economique-a-la-realisation#:~:text=Les%20instituts%20ont%20alors%20effectué,2000%2D2022%20hors%202020>.

[45] Cling J-P, Fayolle J., « Les prévisions conjoncturelles de l'Insee depuis 1969 » in *Economie et statistique*, n°192, Octobre 1986, pp. 21-42. Chevillon, G., « Analyse économétrique et compréhension des erreurs de prévision », in *Revue de l'OFCE*, vol. no95, no. 4, 2005, pp. 327-356.

TENU PAR SA POSITION DE NON-INGÉRENCE
DANS LES AFFAIRES INTÉRIEURES DES ÉTATS SOUVERAINS

Le Yemen révèlent les enjeux commerciaux de la Chine en mer Rouge

La Chine a demandé qu'il soit mis fin aux attaques de navires civils en mer Rouge, qui ont considérablement aggravé l'agression contre la Palestine et mis en péril les intérêts commerciaux de Pékin le long du canal de Suez.

Les houthis qui veulent la mort d'Israël, mettent en péril la capacité de la plus grande nation commerciale du monde à défendre des milliards d'investissements stratégiques en Égypte. Depuis l'arrivée au pouvoir du président Abdel-Fattah Al-Sissi en 2014, la Chine a intensifié ses investissements et ses activités commerciales le long du canal de Suez, par lequel transite une grande partie des marchandises du géant asiatique à destination de l'Occident.

Investissement et commerce

Pékin a encouragé les entreprises publiques à investir des dizaines de milliards dans les secteurs égyptiens de la logistique, du transport et de l'énergie, selon les données du groupe de réflexion American Enterprise Institute (AEI), et a accordé 3,1 milliards de dollars de prêts, selon la Banque mondiale.

Rien que dans les mois qui ont précédé le 7 octobre, des entreprises de Chine et de Hong Kong se sont engagées à investir au moins 20 milliards de dollars dans divers projets le long de l'artère fluviale de l'Égypte.

Les attaques qui dissuadent les navires commerciaux d'emprunter la mer Rouge et le canal de Suez pourraient frustrer les investisseurs chinois qui ont engagé des sommes considérables dans le développement de la voie navigable afin de tirer profit de la sécurité de leur passage.

Selon l'AEI, le géant du transport maritime



COSCO, qui s'est joint le 7 janvier à Maersk, Hapag-Lloyd, Evergreen et d'autres grandes compagnies maritimes pour suspendre leurs services vers Israël, a investi en mars dernier 1 milliard de dollars dans l'infrastructure portuaire de l'Égypte.

COSCO a été rejoint par CK Hutchison Holdings, un important conglomérat basé à Hong Kong, qui a annoncé en mars son intention d'investir 700 millions de dollars supplémentaires dans le développement d'un nouveau terminal à conteneurs dans le port d'Ain

Sokhna, sur la mer Rouge, et dans le B100, un nouveau terminal à conteneurs dans le port méditerranéen d'Alexandrie.

Le même mois, démontrant les intérêts commerciaux plus larges de la Chine dans l'Égypte en tant que lien entre l'Asie et les marchés méditerranéens et européens, Xinxing Ductile Iron Pipes a fait part de ses projets d'investissement de 2 milliards de dollars dans des usines de fer et d'acier, également à Ain Sokhna.

En octobre, la zone économique égyptienne du canal de Suez a conclu un accord de 6,75 milliards de dollars avec l'entreprise publique China Energy pour développer des projets d'ammoniac et d'hydrogène verts dans la zone industrielle de Sokhna, ainsi qu'un accord de 8 milliards de dollars avec United Energy Group, une entreprise cotée à Hong Kong, pour établir un site de production de chlorure de potassium.

L'initiative phare Belt and Road du président Xi Jinping, dont l'Égypte, le Yémen et l'Iran sont tous membres, est tout aussi en jeu. La Chine maintient constamment qu'elle n'interviendra pas dans les affaires intérieures d'autres États souverains, ce qui amène les analystes à s'interroger sur la manière dont elle devrait réagir lorsque des problèmes émergent parmi les membres de la BRI.

Le dilemme se pose en particulier lorsque la question porte fondamentalement atteinte à l'objectif déclaré de la BRI, qui est de relier l'Asie à l'Europe par la création d'une série de corridors d'investissement et de commerce à l'échelle du Continent.

L'enjeu n'est pas seulement financier

Pékin est sous pression pour prouver que son implication dans une normalisation inattendue entre les rivaux régionaux que sont l'Arabie saoudite et l'Iran en 2023 ne s'est pas limitée à mettre les points sur les "i". À la suite de cet accord, le plus haut diplomate chinois, Wang Yi, actuellement en Égypte dans le cadre d'une tournée dans quatre pays africains, a déclaré que Pékin souhaitait jouer un rôle constructif dans la gestion des "points chauds" de la planète.

Les responsables américains estiment que la Chine peut contribuer à maîtriser l'Iran et auraient pressé Pékin d'user de son influence sur Téhéran pour éviter que le conflit ne s'étende. Lorsque COSCO a continué à visiter les ports israéliens alors que ses concurrents avaient déjà réorienté les voyages Asie-Europe via le Cap de Bonne Espérance en Afrique du Sud, certains analystes se sont demandés si l'influence chinoise sur l'Iran ne jouait pas un rôle. Le pétrole iranien représente environ 10 % des importations de brut de la Chine. Bloomberg a rapporté jeudi dernier qu'au moins cinq navires transitant par la mer Rouge signalaient "tout l'équipage chinois" ou des mots dans ce sens dans un espace du réseau de communication qui devrait normalement contenir la destination du navire, afin d'essayer d'éviter les attaques.

Le ministre chinois Wang Yi a déclaré au Caire à son homologue égyptien que Pékin était favorable à une conférence de paix israélo-paléstinienne plus large et plus autoritaire, ainsi qu'à un calendrier pour la mise en œuvre d'une solution à deux États.

Jusqu'à présent, la Chine semble faire preuve de retenue dans sa diplomatie en raison de sa position de non-ingérence dans les affaires intérieures d'autres États souverains. Cependant, elle aspire en même temps à accroître ce que Wang a appelé "l'influence internationale, l'attrait et le pouvoir" de la Chine pour façonner les événements par le biais de la diplomatie.

APRÈS LES FRAPPES AÉRIENNES AMÉRICAINES Le Qatar suspend ses expéditions de gaz via la mer Rouge

Le Qatar a suspendu l'envoi de camions-citernes de gaz naturel liquéfié via le détroit de Bab el-Mandeb après que les frappes aériennes menées par les États-Unis sur des cibles houthistes au Yémen ont accru les risques dans cette voie navigable vitale.

Au moins cinq navires GNL exploités par le Qatar qui se dirigeaient vers le passage à l'extrémité sud de la mer Rouge ont été arrêtés depuis vendredi dernier, selon les données de suivi des navires compilées par Bloomberg. Une pause prolongée dans les approvisionnements du deuxième fournisseur européen de GNL soulève des risques au moment même où le climat hivernal s'empare du Continent.

Les données de suivi des navires montrent que les navires se dirigeant vers le passage sont arrêtés. Les États-Unis et le Royaume-Uni ont conseillé aux armateurs d'éviter la voie navigable.

POUR STIMULER LES EXPORTATIONS MINIÈRES

Saudi EXIM fournit 2,5 milliards de dollars de solutions de crédit

La Saudi Export-Import Bank (EXIM) a réussi, au cours des dernières années, à fournir des solutions de crédit d'une valeur d'environ 9,3 milliards rials (2,5 milliards de dollars) aux exportateurs du secteur minier.

Le PDG d'EXIM Bank, Saad Al-Khalab, a déclaré que la banque était l'un des résultats de la Vision 2030, qui vise à augmenter le ratio des exportations non pétrolières par rapport au produit intérieur brut.

La Banque saoudienne d'import-export a été créée en février. 2020, dans le but de promouvoir le développement et la diversification des exportations saoudiennes et d'accroître leur compétitivité sur les mar-

chés mondiaux dans divers secteurs, en fournissant des services de financement des exportations, de garanties et d'assurance-crédit à l'exportation avec des avantages attractifs.

La banque cherche également à renforcer la confiance dans les exportations saoudiennes en favorisant leur accès à de nouveaux marchés et en réduisant le risque de non-paiement.

Al-Khalab a déclaré qu'EXIM était en mesure, au cours des trois dernières années, de fournir aux exportateurs du secteur minier des solutions de crédit d'une valeur de 7,5 milliards rials (2 milliards de dollars). Il a ajouté que la banque a conclu un accord de financement avec Traqira, un leader

du marché mondial des matières premières, pour prolonger une facilité de crédit sur trois ans de 500 millions de dollars, dans le but de faciliter l'achat de matières premières produites dans le pays en provenance d'Arabie saoudite et de permettre à l'entreprise de connecter les producteurs saoudiens à plus de 156 marchés dans le monde. "Ces montants seront utilisés au cours de l'année en cours et représentent entre 20 et 25 % du volume du secteur des métaux", a déclaré le PDG de Saudi EXIM. Il a souligné que la banque, depuis sa création, a fourni des solutions de crédit aux exportateurs du Royaume dépassant 33 milliards de rials (8,8 milliards de dollars). Al-Khalab a également noté que Saudi

EXIM vise à combler les déficits de financement, à réduire les risques d'exportation et à faire face aux problèmes de liquidité financière, révélant que la banque dispose de 17 produits de financement et d'assurance qui profitent aux exportateurs et importateurs d'autres pays et institutions financières.

En marge du Forum sur les minéraux du futur qui s'est tenu la semaine dernière à Riyad, l'EXIM saoudienne a signé un protocole d'accord avec son homologue américain, qui vise à échanger des expertises et à bénéficier des expériences, ainsi que faciliter l'accès à des opérations d'assurance conjointes et fournir des solutions de crédit aux investisseurs américains.

RÉALISATIONS DES ENTREPRISES TURQUES EN AFRIQUE À FIN 2023

Des projets infrastructurels d’une valeur de 85,4 milliards \$

La politique africaine adoptée par la Turquie depuis 2005 a donné une grande impulsion à son influence sur le continent. Dans le domaine de la construction des infrastructures, ses entreprises y jouent désormais des coudes avec les groupes chinois et occidentaux.

Les entreprises turques ont réalisé 1864 projets d’infrastructures d’une valeur cumulée de 85,4 milliards de dollars en Afrique à fin 2023, selon des données publiées le dimanche 14 janvier 2024 par le Conseil turc des relations économiques extérieures (DEIK). Les investissements directs turcs sur le continent se sont quant à eux élevés à 10 milliards de dollars, a-t-on ajouté de même source. Le volume des échanges commerciaux entre la 17e puissance économique mondiale et l’Afrique est par ailleurs passé de 5,4 milliards de dollars en 2003 à près de 41 milliards de dollars en 2022. Selon les premières estimations, ce chiffre aurait atteint 50 milliards de dollars en 2023. La Turquie a utilisé plusieurs canaux pour accroître sa présence et son influence en Afrique. Elle a d’abord renforcé ses liens diploma-

tiques avec les pays du continent, en jouant tantôt sur la fibre de la fraternité musulmane, tantôt sur le registre anticolonialiste. On dénombre en effet 44 ambassades turques en Afrique. Ce qui fait de l’ex-Empire ottoman le quatrième pays le plus représenté diplomatiquement sur le continent après la Chine, les États-Unis et la France. Trois éditions du Sommet économique Turquie-Afrique ont été également organisées, et près de 40 visites officielles de responsables turcs de haut rang ont eu lieu dans divers pays africains sur les vingt dernières années. La présence turque en Afrique est également militaire. L’armée turque dispense des formations à certaines forces de sécurité africaines, comme c’est le cas en Libye et en Somalie. A Mogadiscio, la Turquie a ainsi

construit un centre de formation militaire pour former l’armée somalienne à la lutte contre le groupe extrémiste Al-Shabab. Ankara est également un important exportateur d’armes, dont les célèbres drones Bayraktar TB2 et les véhicules blindés Kirpi, vers les pays africains. La Turquie utilise par ailleurs des outils de soft power à l’instar de plusieurs autres puissances engagées en Afrique. La Fondation Maarif, créée par l’État, a par exemple ouvert près de 180 écoles dans une trentaine de pays africains alors que des centaines d’étudiants africains sont encouragés chaque année, à travers l’attribution de bourses, à poursuivre leurs études dans des universités turques. Des organisations religieuses ou humanitaires sont aussi très actives dans la construction de mosquées, d’hôpitaux et de centres de soins.

SUR LA RESTRUCTURATION DE 5,4 MILLIARDS \$ DE DETTES

Le Ghana conclut un accord avec ses créanciers officiels

L’accord conclu après plusieurs mois d’après négociations ouvre la voie au décaissement par le FMI d’une deuxième tranche de prêt de 600 millions en faveur du pays d’Afrique de l’ouest, qui avait suspendu le remboursement de la majeure partie de sa dette extérieure en décembre 2022. Le Ghana a conclu un accord sur la restructuration de 5,4 milliards de dollars de dettes avec ses créanciers officiels. Cela lui permettra de bénéficier de décaissements supplémentaires dans le cadre d’un programme d’aide de 3 milliards de dollars approuvé par le Fonds monétaire international (FMI), a annoncé le ministère ghanéen des Finances, le vendredi 12 janvier 2024. « Merci à nos créanciers bilatéraux pour leur soutien et leur coopération, qui nous ont permis aujourd’hui de parvenir à un accord sur le traitement global de la dette au titre du cadre commun du G20 », s’est félicité le ministre sur X (ex-Twitter), indiquant que cet accord représente « un pas important vers la viabilité de la dette à long terme ». Le ministère a indiqué que l’accord conclu avec les créanciers officiels « soutiendra les engagements en cours avec les détenteurs d’obligations et d’autres créanciers commerciaux », sans dévoiler les conditions d’allègement de la dette convenues avec les bailleurs de fonds bilatéraux, dont la Chine et la France. Dans un communiqué publié le même jour, la directrice générale du FMI, Kristalina Georgieva, s’est félicitée de l’annonce faite par Accra, ajoutant que l’accord « ouvre la voie à l’examen par le conseil d’administration du Fonds de la première revue du programme d’aide en faveur du Ghana ».

POUR SE RENFORCER EN AFRIQUE ET ÉTENDRE SES OPÉRATIONS À L’ASIE

Emerging Africa Infrastructure Fund lève 298 millions \$

Les fonds levés auprès de la société allemande Allianz Global Investors, de la banque sud-africaine Standard Bank et de la Banque de développement allemande KfW serviront à augmenter les investissements de l’EAIF en Afrique et à étendre ses opérations à l’Asie. Emerging Africa Infrastructure Fund (EAIF), un fonds détenu par la société d’investissement Private Infrastructure Development Group (PIDG), a annoncé, dans un communiqué transmis aux médias ce lundi 15 janvier, avoir bouclé une nouvelle levée de fonds de 298 millions de dollars pour investir dans des pro-

jets axés sur la transition énergétique en Afrique et se diversifier en Asie. L’EAIF a ainsi dépassé la moitié de son objectif qui consiste à lever 500 millions de dollars d’ici 2025, a-t-on précisé de même source. « Ce que nous avons levé dans le cadre d’un tour de table clôturé en décembre dernier nous donne une capacité d’investissement jusqu’en 2025. Nous lancerons le prochain tour de table d’ici juin 2024 pour mobiliser 200 à 250 millions de dollars supplémentaires », a déclaré Martijn Proos, coresponsable du crédit alternatif pour les marchés émergents chez Ninety

One, le gestionnaire de fonds de l’EAIF. La société allemande de gestion de placements Allianz Global Investors a mené le nouveau cycle de financement du fonds focalisé sur la construction d’infrastructures en Afrique, en y engageant 132 millions de dollars. La banque sud-africaine Standard Bank a fourni 100 millions de dollars, tandis que la Banque de développement allemande KfW a mobilisé 66 millions de dollars. L’EAIF investira dans des projets d’infrastructures axés sur la transition énergétique et dans la construction de villes intelligentes économes en énergie en

Afrique. Il prévoit également d’étendre ses opérations à l’Asie afin de diversifier son portefeuille, d’accroître ses actifs plus rapidement et d’aligner ses opérations sur celles de sa société mère. « L’objectif principal du fonds restera l’Afrique, mais avec de petites incursions sur le marché asiatique pour compléter notre offre au sein du groupe PIDG », a déclaré M. Proos, indiquant que « cela n’entamera en rien notre concentration sur l’Afrique ». L’EAIF a déjà investi 1,3 milliard de dollars sur le continent africain depuis son lancement en 2001.

LE PREMIER DEPUIS 2021

La Côte d’Ivoire annonce un eurobond d’ici la semaine prochaine

Depuis février 2021, la Côte d’Ivoire n’a plus émis d’eurobond sur le marché international de la dette, en raison des conditions difficiles liées notamment à la hausse des taux. D’après le président Ouattara, le pays devrait ouvrir le bal africain de l’année 2024, sur le marché des capitaux. La Côte d’Ivoire s’apprête à faire une entrée remarquée sur le marché international de la dette avec l’annonce de l’émission d’un eurobond la semaine prochaine. L’information a été confirmée par le président Alassane Ouattara (photo), à l’occasion d’une cérémonie de présentation de vœux du Nouvel An qui

a eu lieu ce lundi 15 janvier 2024. L’émission de cet eurobond revêt une importance particulière dans le contexte économique mondial actuel. Elle intervient après une période de pénurie de financement consécutive à la hausse des taux d’intérêt, qui a suivi l’apparition de la Covid-19 et la crise ukrainienne ces dernières années. Pour la Côte d’Ivoire, elle s’inscrit dans un contexte de réformes structurelles entamées après un accord de 3,5 milliards \$ signé en 2023 avec le FMI. Un accord, qui est de nature à rassurer les investisseurs, notamment sur la capacité du pays à honorer ces engagements.

Bien que les détails de cet eurobond n’aient pas été dévoilés, le président Ouattara a tenu à lever toute équivoque concernant des rumeurs qui indiquaient que cette opération pourrait être adossée aux revenus futurs liés à l’exploitation des gisements de gaz et de pétrole récemment découverts. « Je voudrais signaler que j’ai lu dans un journal un gros mensonge disant que les eurobonds que nous allons émettre, la semaine prochaine, sont basés ou garantis par le gaz de Côte d’Ivoire, c’est faux et c’est archifaux » a souligné le chef d’État. Faut-il le rappeler, la Côte d’Ivoire est classée en risque modéré de surendette-

ment par le FMI, avec un taux d’endettement de 56,9% en 2022. Noté BB- avec perspectives stables par les agences de notation Fitch Ratings et S&P, le pays avait émis en 2020 un eurobond de 1 milliard €, sursouscrit plus de 5 fois, et avec un taux record de 5%, pour une maturité de 11 ans. Avec cette nouvelle opération, la Côte d’Ivoire deviendra le premier pays d’Afrique à émettre un eurobond cette année, et pourrait potentiellement inspirer d’autres pays d’Afrique subsaharienne, qui n’ont pas accédé à ce marché depuis 2022.

BOURSE DE NEW YORK

Wall Street revient, Donald Trump aussi

Un seul tre vous manque et tout est d peupl . La fermeture de Wall Street hier pour un jour f ri autres places financi res orphelines de leur barom tre. Il est sans doute un peu cavalier d’invoqu d’autant que j’ cris cette chronique au bord du lac d’Annecy et pas du lac du Bourget, ce qui pou pour une faute de go t. Mais les vers d’Alphonse nous rappellent que la plan te finance est am ric et qu’en l’absence de la bourse de New York, les autres places sont souvent dans l’expectat

Du coup, tout le monde a baissé hier en Europe, où les banquiers centraux locaux ont largement savonné la planche en expliquant qu’il faudrait voir à pas trop s’emballer sur les baisses de taux. Joachim Nagel et Robert Holzmann l’ont martelé, le second précisant même qu’avec le bazar en Mer Rouge, il ne fallait même pas compter sur la queue du début d’un assouplissement monétaire en 2024. Si vous êtes peu familiarisés avec la géopolitique de la BCE, sachez quand même que Nagel et Holzmann sont les deux banquiers centraux les plus orthodoxes de la coterie. Aux Etats-Unis, on dirait que ce sont des faucons et pas des perdreaux de l’année. Le fait qu’ils soient respectivement allemand et autrichien, deux pays historiquement attachés à des politiques monétaires austères, n’y est bien sûr pas étranger. En tout cas, leurs sorties respectives hier ont pesé sur les indices boursiers. Pour couronner le tout, elles ont coïncidé avec l’annonce d’une contraction du PIB allemand de 0,3% en 2023, ce qui fait de la première économie de la zone euro le seul pays en récession au sein du G7. On fait mieux pour démarrer la semaine dans la joie et l’allégresse, surtout sans la béquille Wall Street. L’indice Stoxx Europe 600 s’est contracté de 0,5%. Paris a perdu 0,7%, pire performance des principales bourses d’Europe de l’Ouest. Les plongeurs de plus de 4% d’EssilorLuxottica et de L’Oréal ont lourdement pesé. Ce sont des analystes qui ont fait des dégâts sur les deux dossiers. UBS est passé d’acheter à neutre sur L’Oréal, pour deux raisons : d’abord l’action a fait bien mieux que son secteur sur les 12 derniers mois, ce qui a accru sa valorisation déjà généreuse. Ensuite des attentes élevées pour 2024 dans un marché de la beauté plus incertain que l’année dernière. Sur EssilorLuxottica, c’est Jefferies qui a pesé, en s’interrogeant sur la pérennité des marges à court terme. Paradoxalement, les deux bureaux d’études apprécient toujours les fondamentaux des deux titres, mais ils recommandent une pause. La réaction (plus de 4% de baisse donc) est toutefois assez violente pour des dossiers de ce calibre, signe que les investisseurs ont un peu le doigt sur la gâchette concernant les titres dont la valorisation est plutôt généreuse. Sur les autres places européennes, Francfort a perdu 0,5% et Londres 0,4%. Les indices plus défensifs comme le SMI en Suisse ou l’OMX Copenhague au Danemark ont moins reculé mais n’ont pu éviter de clôturer dans le rouge. Même topo ce matin en Asie, où les indices ont généralement viré au rouge, sauf à Bombay où l’on surnage. A Tokyo, le Topix n’enquillera pas une neuvième séance consécutive de hausse. Le marché japonais

reperd 0,9% ce matin, ce qui est probablement raisonnable au vu de la pente ascendante du début 2024. La Chine continue à baisser, en particulier à Hong Kong où le Hang Seng affiche un assez moche -2,2% au compteur à l’heure où j’écris. A l’inverse du Topix, le Hang Seng n’a progressé qu’une fois au cours des dix dernières séances. Pour l’exprimer autrement, il y a un écart de performance de 14% entre la Chine et Hong Kong en deux semaines de bourse en 2024, ce qui est colossal. Sur les autres places orientales, Taiwan, la Corée du Sud et l’Australie perdent environ 1%. Si la journée était fériée hier aux Etats-Unis, elle n’était pas politiquement chômée. L’Iowa lançait en effet la vague des primaires républicaines. Sans surprise, Donald Trump l’a remporté haut la main avec 51,1% des suffrages, devant Ron DeSantis (21,21%) et Nikki Halley (19,05%). L’ancien président des Etats-Unis était devant dans 98 des 99 Comtés de l’Etat. Vivek Ramaswamy, arrivé quatrième, a mis fin à sa candidature pour se rallier à Donald Trump. L’Iowa n’est certes pas l’Etat le plus difficile à conquérir pour Donald Trump, mais cela illustre la solidité de sa position dans le paysage politique. Les Etats-Unis où l’on s’interroge, aussi et toujours, sur l’imminence de baisses de taux de la Fed. Vendredi, les optimistes avaient repris le pouvoir. Mais hier, la poursuite des tensions en Mer Rouge, qui font monter les prix du fret et qui renforcent la fermeté des cours pétroliers, ont permis aux pessimistes de reprendre les commandes. Le rendement du 10 ans US est ainsi revenu à 4% pendant que la probabilité d’une première baisse de taux en mars perdait un peu de terrain, tout en restant majoritaire. Les investisseurs ne sont toujours pas très à l’aise avec ce pari un peu agressif, qui tient malgré tout depuis plusieurs semaines. Si les membres de la Fed s’employaient à déconstruire ce scénario de façon plus active, il pourrait y avoir des mauvaises surprises à court terme. C’est même sans doute la principale épée de Damoclès actuelle. On verra ce qu’en dit le membre de la Fed Christopher Waller, réputé proche de Jerome Powell, qui doit prononcer un discours aujourd’hui. Du côté de la Chine, la déprime du jour est attribuable aux tensions qui persistent dans l’immobilier. Le géant financier Ping An a inscrit une quarantaine d’entreprises immobilières sur sa liste de sociétés éligibles à son soutien financier. Les observateurs y voient une façon pour Pékin de mettre la pression sur les grandes entreprises pour aider un secteur qui reste en difficultés. Cela illustre aussi le manque de solutions durables du pouvoir central. Le promoteur Country Garden a d’ailleurs confirmé que 2024 sera encore une année compliquée pour l’immo-

bilier. En parallèle, Bloomberg révèle ce matin que les banques chinoises ont réduit leurs liens avec la Russie dans le cadre des restrictions imposées par les Etats-Unis. Rien à voir avec tout ce qui précède, mais je ne savais pas où le mettre. Pour terminer sur ce sujet, il y aura demain une salve d’indicateurs macroéconomiques importants pour la Chine : prix immobiliers, PIB et taux de chômage. De quoi, peut-être, y voir un peu plus clair. Quelques publications de résultats annuels animent la cote européenne ce matin : Hugo Boss et Lindt notamment. On gardera aussi un œil sur le secteur automobile alors que plusieurs industriels ont adopté des mesures de prudence, à l’image de Stellantis avec du chômage partiel à Turin pour faire face à des conditions de marché compliquées. Les indicateurs avancés européens sont encore baissiers ce matin. Le CAC40 chute de

0,9% à 7343 points à l’ouverture. Le Bel20 perdait 0,9% à 3635 points. Le SMI reculait de 0,6% à 11 139 points.

Les temps forts économiques du jour

La journée débute avec la seconde estimation de l’inflation allemande de décembre et les demandes d’allocations chômage et le taux de chômage du Royaume-Uni (8h00). Le sondage ZEW de confiance des financiers allemands suivra à 11h00. Aux Etats-Unis, l’Empire Manufacturing sera connu à 14h30. Tout l’agenda ici. L’euro recule à 1,0915 USD. L’once d’or est stable à 2050 USD. Le pétrole reste ferme, avec un Brent de Mer du Nord à 78,05 USD le baril et un brut léger américain WTI à 72,65 USD. Le rendement de la dette américaine sur 10 ans remonte à 4%. Le bitcoin se négocie à 42 700 USD.

COTATION COMMERCIALE D’OUVERTURE DU DINAR ALGERIEN

Cours du : 15 Janvier 2024

Valeur : 17 Janvier 2024

BASE	DEVISES			COURS ACHAT	COURS VENTE
1	USD	US DOLLAR		134.3911	134.4061
1	EUR	EURO		147.1986	147.2688
1	GBP	POUND STERLING		171.2643	171.3053
100	JPY	JAPANESE YEN		92.3777	92.3944
1	CNY	CHINESE YUAN		18.7336	18.7365
1	CHF	SWISS FRANC		157.3114	157.4026
1	CAD	CANADIAN DOLLAR		100.2021	100.2208
1	DKK	DANISH KRONE		19.7405	19.7444
1	SEK	SWEDISH KRONA		13.0552	13.0602
1	NOK	NORWEGIAN KRONE		13.0189	13.0249
1	AED	UAE DIRHAM		36.5899	36.5970
1	SAR	SAUDI RIYAL		35.8319	35.8416
1	KWD	KUWAITI DINAR		437.0442	437.6623
1	TND	TUNISIAN DINAR		43.2520	43.6867
1	MAD	MOROCCAN DIRHAM		13.5085	13.5101
1	LYD	LIBYAN DINAR		27.9324	28.0756
1	MRU	MAURITANIAN OUGUIYA		3.5385	3.5389
1	SDR	SPEC. DRA. RIGHTS		179.5666	179.5666

APRÈS UNE SALVE DE COMMENTAIRES RESTRICTIFS

Les Bourses européennes évoluent en baisse

Les Bourses européennes évoluent en baisse mardi, avant de nouveaux commentaires de responsables de politique monétaire et après plusieurs déclarations restrictives de banquiers centraux. À Paris, le CAC 40 cède 0,5% à 7.374,39 points vers 08h39 GMT. À Francfort, le Dax perd 0,63%, contre 0,6% pour le FTSE , à Londres. L’indice paneuropéen FTSEurofirst 300 recule de 0,6%, l’EuroStoxx 50 de 0,56% et le

Stoxx 600 de 0,52%. Les futures sur indices new-yorkais suggèrent une ouverture de Wall Street en baisse, après un week end prolongé. Le Dow Jones est attendu en repli de 0,47%, contre 0,53% pour le Standard & Poor’s 500 et 0,79% pour le Nasdaq . Les marchés se positionnent avant l’intervention du membre du conseil des gouverneurs de la Réserve fédérale, Christopher Waller, qui doit s’exprimer à 16h00 GMT mardi.

Christopher Waller favorise des taux élevés plus longtemps, et pourrait plaider pour une politique monétaire plus durablement restrictive cette année. François Villeroy de Galhau, membre du conseil des gouverneurs de la Banque centrale européenne, a par ailleurs prévenu au Forum économique mondial de Davos mardi qu’il était encore trop tôt pour crier victoire sur l’inflation, même s’il a reconnu que la prochaine action de la BCE serait probablement une baisse des taux.

Plusieurs autres responsables de politique monétaire européens -Joachim Nagel, Robert Holzmann et Philip Lane- ont également déclaré ces derniers jours qu’il était trop tôt pour baisser les taux. Aux valeurs, Lindt & Spruengli bondit de 5,01% après avoir annoncé que la croissance de ses ventes avait dépassé les anticipations de marché en 2023. Hugo Boss lâche 9% après la publication de résultats trimestriels sous les attentes.

AVANT DAVOS

Oxfam dénonce l'enrichissement des milliardaires et exhorte à les taxer davantage

La fortune des cinq hommes les plus riches au monde est passée entre 2020 et 2023 de 405 milliards de dollars à 869 milliards de dollars.

Les cinq plus grandes fortunes sur la planète ont vu leur patrimoine doubler depuis 2020, dénonce l'ONG Oxfam lundi avant la réunion annuelle du Forum économique mondial à Davos, appelant les Etats à moins subir l'influence des ultra-riches sur la politique fiscale. La fortune des cinq hommes les plus riches au monde est passée entre 2020 et 2023 de 405 milliards de dollars à 869 milliards de dollars, et celle des milliardaires a augmenté de 3.300 milliards de dollars, déplore l'ONG dans un rapport, citant notamment le fondateur d'Amazon Jeff Bezos parmi les hommes les plus riches de la planète. Portés par une envolée des cours boursiers, les ultra-riches voient d'année en année leur poids financier grandir à la faveur de

leur participation au capital de multinationales. Pendant ce temps, le patrimoine et les revenus cumulés de cinq milliards de personnes sur Terre ont reculé, compare Oxfam. "En faisant pression sur les travailleurs et les travailleuses avec des salaires qui augmentent moins vite que l'inflation, en évitant l'impôt, en privatisant l'État et en participant grandement au réchauffement climatique, les grandes entreprises creusent les inégalités", écrit l'organisation internationale dans son rapport intitulé "Multinationales et inégalités multiples". La réunion du Forum économique mondial à Davos verra se mêler toute la semaine plus de 800 chefs d'entreprises et 60 chefs d'Etats et de gouvernements à l'occasion de conférences et de rencontres informelles. C'est jus-

tement ce mélange entre les intérêts publics et privés que critique l'ONG: "les entreprises et leurs riches propriétaires entretiennent également les inégalités en menant une guerre fiscale soutenue et très efficace", martèle-t-elle. "Partout dans le monde, les membres du secteur privé n'ont eu de cesse de réclamer des taux plus bas, davantage d'échappatoires, moins de transparence et d'autres mesures visant à permettre aux entreprises de contribuer le moins possible aux caisses de l'État", poursuit-elle, citant les "hordes de lobbyistes" et les "retombées mirobolantes" qui en découlent. Depuis 1980, l'impôt sur les sociétés a ainsi été divisé par plus de deux au sein des pays membres de l'OCDE, pour tomber à 23,1% en 2022, détaille l'ONG.

FMI

Le fonds craint un dérapage budgétaire dans de nombreux pays en 2024

Le FMI "travaille pour aider les pays à trouver quelles sont les meilleures mesures à conserver, ce qu'ils doivent poursuivre et où concentrer leur politique budgétaire", explique la directrice générale du Fonds dans un entretien à l'AFP. La directrice générale du Fonds monétaire international (FMI) a alerté dimanche, dans un entretien accordé à l'AFP, sur le risque de dérapage budgétaire dans les nombreux pays concernés cette année par des élections, la moitié de la population mondiale étant appelée aux urnes. "Près de 80 pays vont avoir des élections et l'on sait ce qu'il se passe, la pression qui existe pour dépenser durant les cycles électoraux", a rappelé Kristalina Georgieva, qui a cependant souligné que "les pays ont besoin de reconstituer leurs coussins budgétaires et gérer la dette qui s'est accumulée" pour faire face aux différents chocs depuis la pandémie de Covid-19. L'économie mondiale s'est montrée plus solide qu'attendu en 2023, a estimé la patronne du Fonds, ce

qui a permis aux Etats de faire des économies, mais l'effort doit se poursuivre alors que "l'économie devrait connaître un atterrissage en douceur", après le pic d'inflation observé ces deux dernières années. "La politique monétaire menée est la bonne, mais le travail n'est pas terminé. Il est donc important de ne pas la relâcher trop vite ni trop tard mais également de ne pas avoir une politique budgétaire" allant dans une direction différente, a averti Kristalina Georgieva. L'année 2024 doit être "une année où l'on applique les leçons apprises ces dernières années: être toujours prêts pour faire face à l'inattendu. Nous devons être prêts face aux incertitudes qui arriveront", ce qui nécessite de la marge en matière de finances publiques, dont beaucoup d'Etats ne disposent pas après trois années de crises à répétition, a-t-elle insisté. Dans ces conditions, le FMI "travaille pour aider les pays à trouver quelles sont les meilleures mesures à conserver, ce qu'ils doivent poursuivre et où concentrer leur politique budgétaire. Car si la poli-

tique monétaire reste restrictive, si les dépenses budgétaires augmentent, cela ira à l'encontre de l'objectif de réduire l'inflation", a prévenu Kristalina Georgieva. Une nécessité également dans la mesure où la dette de l'ensemble des pays a fortement augmenté, créant des difficultés chez les pays les plus vulnérables, mais également dans plusieurs pays émergents, confrontés à des difficultés pour rembourser dans un contexte de hausse des taux. "On constate que le service de la dette (le coût annuel du remboursement du capital emprunté et des intérêts, NDLR) a augmenté partout, mais reste gérable dans de nombreux pays, beaucoup ont eu la sagesse de modifier la structure de leur dette", a-t-elle détaillé. Mais "pour certains pays le problème de la dette devient dramatique, soit parce qu'ils deviennent insolubles soit parce qu'ils doivent dépenser une large part de leurs revenus pour le service de la dette", limitant leur capacité à investir et financer les services essentiels.

INDUSTRIE MILITAIRE

Le groupe belge John Cockerill veut racheter Arquus fabricant français de blindés

Ambitionnant de créer "un champion européen" de l'industrie de défense, le groupe industriel belge John Cockerill négocie avec Volvo le rachat d'Arquus, fabricant français de matériel militaire terrestre, dont les bases des canons Caesar et des blindés du programme Scorpion. En attendant de monter à bord du Scaf, la Belgique pourrait bientôt s'installer à bord des véhicules blindés d'Arquus. Ambitionnant de créer "un champion européen" de l'industrie de défense, le groupe industriel belge John Cockerill négocie avec Volvo le rachat d'Arquus, fabricant français de matériel militaire terrestre, dont les bases des canons Caesar et des blindés du programme Scorpion. "John Cockerill annonce son entrée en négociations exclusives avec le Groupe Volvo pour l'acquisition d'Arquus, un leader

dans la fabrication de véhicules militaires en France", a indiqué lundi la société dans un communiqué, sans mentionner de montant pour la transaction. Volvo a confirmé l'accord préliminaire dans un communiqué distinct, en soulignant qu'il restait soumis à l'approbation des autorités. L'entreprise suédoise estime que l'opération, si elle va à son terme comme prévu au premier trimestre 2024, aura un effet négatif de 900 millions de couronnes (80 millions d'euros) sur son résultat opérationnel au quatrième trimestre 2023. Selon Volvo, Arquus emploie quelque 1.200 personnes en France. La société a réalisé un chiffre d'affaires de 550 millions d'euros en 2022. Arquus, anciennement Renault Trucks Defense vendu par le groupe au Losange à Volvo en 2001, est l'héritier de plusieurs fabricants de blindés fran-

çais ayant rejoint son périmètre au cours des ans, dont Berliet, Savviem, ACMAT et Panhard. Aujourd'hui, il fabrique des véhicules blindés et du matériel roulant à destination de l'armée de Terre française, notamment les camions servant de base aux canons à longue portée Caesar, assemblés par Nexter. Arquus, qui a sorti 1.272 véhicules neufs en 2022, est aussi un acteur important du programme Scorpion qui prévoit le renouvellement des blindés de l'armée de Terre française par des engins connectés entre eux. Il produit les châssis et les roues des blindés Jaguar (engins de reconnaissance équipés d'un canon) et Griffon (transport de troupes), éléments essentiels de Scorpion. La maintenance et la réparation des véhicules représentent plus de 40% de son chiffre d'affaires, alors qu'Arquus peine à s'imposer à

l'étranger face à la concurrence de nouveaux acteurs aux dents longues, comme des entreprises sud-coréennes et turques.

Objectif un milliard d'euros

Pour John Cockerill, qui souligne être déjà un "fournisseur important de tourelles de chars pour blindés légers, de systèmes de tir et de simulation", cette opération contribuerait "au renforcement de la coopération entre la France et la Belgique dans un secteur stratégique". Elle marquerait "également une étape majeure dans la création d'un champion européen de la défense, positionné de manière unique pour répondre aux besoins évolutifs des gouvernements en France, en Belgique, en Allemagne et dans d'autres pays partenaires", selon le groupe belge.

ROYAUME-UNI

Net ralentissement de la hausse des salaires à fin novembre

Les salaires ont continué à progresser au Royaume-Uni lors des trois mois terminés fin novembre, mais bien moins vite que lors des trois mois précédents, ce qui devrait contribuer à calmer l'inflation, d'après le rapport mensuel sur l'emploi de l'ONS. La hausse des salaires hors bonus a ralenti à 6,6% en Grande-Bretagne entre septembre et novembre, contre 7,3% pour les trois mois terminés en octobre, note l'Office national des statistiques (ONS) mardi. Hors inflation, la hausse des salaires dite «réelle» se poursuit néanmoins à 1,3% à fin novembre, souligne l'ONS, ce dont le ministre des Finances Jeremy Hunt s'est félicité mardi, estimant que cela mettait «plus d'argent dans les poches» des Britanniques, en pleine crise du pouvoir d'achat. Le taux de chômage est quant à lui resté stable à 4,2% pour les trois mois achevés en novembre au Royaume-Uni, même si les offres d'emploi continuent à se faire plus rares. Entre octobre et décembre, le nombre d'offres d'emploi a reculé de 49.000 à 934.000, baissant pour la 18e fois consécutive, souligne l'Office national des statistiques (ONS). Ce recul d'une durée record, selon l'ONS, témoigne d'une détente du marché de l'emploi alors qu'il était sous tension après la réouverture de l'économie post-pandémie et post-brexit, avec de nombreux secteurs qui peinaient pour trouver des employés. Les économistes estiment que le ralentissement de la croissance des salaires est une bonne nouvelle pour la Banque d'Angleterre (BoE) dans sa lutte contre l'inflation, et pourrait lui permettre de commencer à baisser les taux d'intérêt, actuellement à 5,25%. L'inflation au Royaume-Uni a fortement ralenti à 3,9% en novembre, après avoir culminé à plus de 11% l'hiver dernier, mais reste encore très élevée comparé à l'objectif de 2% de la BoE. «Le ralentissement marqué dans la croissance des salaires va atténuer les inquiétudes de la Banque d'Angleterre sur une potentielle spirale des salaires et prix, et pourrait mener à une chute plus rapide de l'inflation», remarque Yael Selfin, économiste du cabinet KPMG. «Les offres d'emploi devraient également reculer plus encore, ce qui pourrait amener la croissance des salaires à se normaliser à un niveau compatible avec la cible d'inflation de la BoE d'ici la fin de l'année», et devrait «renforcer la probabilité d'une baisse de taux plus tard cette année», ajoute-t-elle.

AIDES À LA CONDUITE

Ces normes de 2024 qui condamnent des voitures abordables

Cette année, de nouvelles aides à la conduite seront obligatoires sur nos voitures. Ce sont elles qui condamnent injustement des modèles simples et encore abordables.

Il y a des modèles qui semblent pouvoir toujours durer. La Ford Fiesta était de ceux-là. Sans réussir le compromis de l'actuelle Renault Clio, la petite Ford restait l'une des plus compétitives du segment. D'ailleurs, depuis 1976, et en sept générations, il est très probable qu'elle ait été, à un moment, votre compagne automobile. Cette Ford née pour l'Europe fut finalement fabriquée dans 12 pays (Afrique du Sud, Brésil, Chine, Mexique, Taïwan...), avec une production cumulée de plus de 22 millions d'unités. Las, sa chaîne – à Cologne, en Allemagne – vient de s'arrêter définitivement. Les raisons ? Des ventes en baisse, bien sûr, avec un public qui préfère les SUV urbains, même s'ils sont plus chers, à l'achat et à l'usage. Mais aussi le fardeau de normes 2024 qui rendent obligatoires d'autres aides à la conduite. Ces fameuses ADAS (Advanced Driver Assistance Systems) en série dès mi-2024 sur tous les modèles vendus neufs. Parmi celles-ci : le régulateur de vitesse adaptatif, le système de freinage d'urgence automatique, l'avertisseur de somnolence ou encore l'enregistreur des paramètres de conduite.



La Fiesta... et d'autres

Des greffes techniquement complexes et, surtout, financièrement fatales à une série de modèles, dont la Fiesta et autres Renault Twingo ou Zoe. Car, selon Martin Sander, le nouveau patron en Europe, venu de chez Audi, la rentabilité de la petite Ford restait problématique. Or, en 2022, la profitabilité mondiale de Ford a chuté de 27 %. Et, en Europe de l'Ouest, il n'est plus que le 8e acteur commercial. Il est donc loin le temps où Ford offrait, en pleine Espagne franquiste, une usine à sa

Fiesta, autant pour y produire aux meilleurs coûts que pour s'assurer de débouchés additionnels, le projet atteignant des records d'investissements. Cette Fiesta est aussi une traction à moteur transversal, genre que l'Ovale bleu ne pratique guère mais qu'il explore en achetant – et démontant – pléthore de Fiat 127, Renault Super 5 ou Peugeot 104. Dès 1979, plus d'un million de Fiesta ont déjà trouvé preneurs. Aujourd'hui, derrière la fin de ce phénomène, c'est le repositionnement de Ford Europe qui se dessine, revendiquant "une américanité plus affirmée".

Ainsi, après les disparitions en série (C-Max, Mondeo, S-Max, EcoSport...) et celle de la Focus, courant 2025, l'américain table sur quatre gammes : Wild Performance, Urban Escape, Active Adventure ou Ultimate Outdoor.

Les voitures abordables et polyvalentes de moins en moins nombreuses

D'authentiques perles marketing mais, au final, la seule Ford populaire restera le Puma. Le futur Explorer, un SUV 100 % watté sur base de Volkswagen a, lui, d'autres ambitions.

Paradoxalement, l'une des clés du lancement de la Fiesta originelle était que 15 % des possesseurs de l'Escort assuraient quitter la marque si, à l'heure du renouvellement, une Ford plus petite ne leur était pas proposée. Or, le besoin ne s'est pas éteint. Au contraire, puisque l'offre de voitures polyvalentes et abordables se contracte, et pas seulement chez Ford. Gageons pour l'américain que les prochains lendemains de fête seront aussi mémorables que ceux d'après la Fiesta. Car cette petite, qui a failli s'appeler Bravo, en a mérité plus d'un.

GRANDES BERLINES 2024

la Skoda Superb vise haut tandis que les berlines allemandes sont à la fête

À l'image des berlines compactes, les routières souffrent face à des SUV de plus en plus familiaux. Malgré tout, les modèles allemands sont ceux qui conservent le plus d'attrait pour le public et les nouvelles Audi A5 (qui remplace l'A4), A6 e-tron, mais aussi les Mercedes Classe CLA, Porsche Taycan et Panamera font encore rêver. Tout aussi attrayante, la nouvelle berline tchèque Skoda Superb se fait de plus en plus haut de gamme pour séduire.

Porsche Panamera



Porsche aimerait faire passer cette nouvelle Porsche Panamera pour une troisième génération, alors qu'il ne s'agit que d'un gros restylage de la précédente. C'est que la marque sportive allemande a de nombreux projets, en particulier électriques, qu'elle n'est pas prête à dépenser trop pour des modèles thermiques qui sont condamnés à disparaître à plus ou moins brève échéance, qui plus est pour une berline dont la catégorie est mise à mal par les SUV Familiaux. Malgré tout, la nouvelle Porsche Panamera change un peu de style, surtout à l'avant, avec un bouclier modifié et ajouré, on note aussi l'apparition d'une prise d'air au-dessus de la plaque d'immatriculation, de nouveaux projecteurs et des ailes davantage galbées. Alors que les dimensions sont quasi identiques par rapport à l'ancien modèle, à l'arrière on voit apparaître un bandeau lumineux

qui relie les feux entre eux. Dans l'habitacle, on a droit à une instrumentation entièrement numérique, on peut également installer en option un troisième écran pour le passager, les aérateurs ont également été redessinés et le sélecteur de vitesses est désormais placé sur le tableau de bord sur le côté gauche de l'écran d'infodivertissement. Au lancement Porsche propose trois versions de son bolide qui est produit à Leipzig en Allemagne : Panamera et Panamera 4 avec le V6 2.9 biturbo qui passe de 330 à 353 ch et la Turbo E-Hybrid de 680 ch et 91 km en tout électrique grâce à une batterie de plus forte puissance. Il faut noter qu'en raison de ventes décevantes, le break Sport Turismo disparaît du catalogue du constructeur.

Skoda Superb



C'est la familiale par excellence, la Skoda Superb qui existe aussi en break dispose d'un habitacle spacieux. Le volume de coffre est lui aussi conséquent puisqu'il atteint les 650 litres pour la berline et 690 litres pour le break. Pour la base technique, la marque tchèque a emprunté la plateforme « MQB » du groupe Volkswagen dans sa version « Evo », la même qui sert au nouveau Volkswagen Tiguan, mais aussi au nouveau break Volkswagen Passat. Cette Superb qui mesure 4,91 m de long accueille au sein de son compartiment moteur seulement deux motorisations thermiques : un

bloc essence micro-hybridé 48 V de 150 ch et un diesel de 150 ch également. Le break a droit en plus à un bloc TDI de 193 ch et une motorisation hybride rechargeable de 204 ch. À bord de la berline comme du break, l'ambiance est moderne, la Superb reprend les équipements de la Volkswagen Passat SW, mais affiche une allure plus chaleureuse. L'instrumentation est numérique (écran 10 pouces) et un grand écran de 13 pouces pour l'infodivertissement trône au centre de la planche de bord tandis que des « commandes intelligentes » et paramétrables sont disposées au haut de la console centrale, il s'agit de trois gros boutons rotatifs, dotés d'un affichage numérique, faciles à utiliser.

Porsche Taycan Turbo GT



Le constructeur Porsche est désormais détenteur du record du tour de la Nordschleife avec une voiture électrique. C'est le pilote Lars Kern qui a réalisé cet exploit à bord d'une Porsche Taycan Turbo GT (appellation non officielle). Le pilote Porsche a effectué un tour du Nürburgring en 7' 07"55 pulvérisant le record détenu par une Tesla Model S Plaid qui avait réalisé à l'été 2023 un temps de 7' 25"231. La Porsche Taycan Turbo GT est un modèle de présérie qui devrait être présenté au printemps en même temps que le restylage de la Porsche Taycan. Si Porsche ne communique pas sur la fiche technique de sa Taycan du record, selon

nos chasseurs de scoop la puissance de ce modèle devrait dépasser les 1 000 ch.

Mercedes CLA Électrique



C'est dans le sud de l'Allemagne, à Rastatt que sera produite la nouvelle Mercedes CLA électrique. Un modèle qui devrait être également produit en Hongrie et en Chine. Ce sera la première auto qui utilisera la nouvelle plateforme MMA (Mercedes-Benz Modular Architecture), une base technique conçue en priorité pour les modèles électriques, mais qui peut accueillir aussi des moteurs thermiques. Avec la Mercedes CLA électrique, Mercedes entame une nouvelle ère, puisque cette auto existera dans un premier temps en coupé quatre portes et s'inspirera du concept-car présenté au Salon de Munich et au CES de Las Vegas, ensuite viendront s'équiper de cette plateforme une CLA Shooting Brake et de nouvelles générations de SUV : GLA et GLB. À bord, on découvre une planche de bord recouverte d'écrans numériques et un nouveau système d'exploitation « MB.OS », ainsi qu'un supercalculateur utilisant l'intelligence artificielle pour de nouveaux systèmes de conduite automatisée compatibles avec la conduite semi-autonome de niveau 3. Pour motoriser cette auto, un moteur électrique de 240 ch qui entraîne les roues arrière (une transmission intégrale est aussi au programme). Grâce à une batterie d'environ 90 kWh l'autonomie serait de 700 km.

Les arnaques au recrutement via WhatsApp se multiplient

Une jeune étudiante britannique de 18 ans a été victime d'une arnaque au recrutement sophistiquée sur WhatsApp, qui lui a fait perdre l'équivalent de 3 500 euros. Une approche cybercriminelle hélas de plus en plus courante.

Bella Betterton, une étudiante de 18 ans originaire du comté de Devon, au sud-ouest de l'Angleterre, a récemment été la cible d'escrocs sur WhatsApp. Les malfrats ont utilisé la messagerie électronique pour orchestrer une arnaque au recrutement sophistiquée. La jeune femme, qui pensait participer à un véritable entretien d'embauche téléphonique, a livré les détails de sa carte bancaire, perdant 3 000 livres sterling, soit environ 3 500 euros.

Une attaque de recrutement par ingénierie sociale bien rodée sur WhatsApp

Après avoir contacté Bella via WhatsApp puis à l'aide d'appels téléphoniques, les escrocs ont utilisé une technique sophistiquée pour lui voler de l'argent. En obtenant de nombreuses informations à son sujet au gré des conversations, ils sont parvenus à la convaincre d'utiliser son propre argent pour acheter et évaluer des produits, pour ensuite mener des échanges en crypto-monnaie. Certaines étapes de cette attaque de type ingénierie sociale sont déterminantes. On peut notamment citer celle qui consiste à simuler une conversation avec la direction des ressources humaines de l'entreprise, qui permet aux hackers de récupérer les nom, adresse, date de naissance et coordonnées bancaires des victimes, entre autres. Le développement du télétravail et la dématérialisation toujours plus poussée des processus traditionnels de recrutement facilitent la vie des cybercriminels.

Le centre national de signalement des fraudes et des cyberattaques du Royaume-Uni se désespère quelque peu de la méthode, qui gagne en popularité. Cette technique du recrutement via des messages frauduleux diffusés sur WhatsApp a vu le montant d'argent dérobé et déclaré passer de 20 000 livres (23 000 euros) à 1 million de livres en l'espace d'un an (1,16 million d'euros).

Le nombre de victimes est largement sous-estimé

La police de Londres insiste bien là-dessus : les chiffres actuels seraient largement sous-estimés et ne représenteraient que la partie visible de l'iceberg. Les escroqueries au recrutement impliquent de plus en plus de criminels capables d'attirer leurs victimes avec des promesses d'emploi, et n'ont plus qu'à récupérer leurs informations financières et prendre le contrôle de leurs appareils.

Aujourd'hui, la banque de Bella refuse de la rembourser, et ce malgré son statut avéré de victime de fraude. Elle a donc décidé de porter son affaire devant les médias mais aussi devant la justice. En attendant, elle doit faire toujours plus d'heures comme serveuse et économiser un maximum d'argent pour financer ses études, à hauteur de 10 000 livres.

En parallèle, l'étudiante espère que sa mésaventure servira de « grand signal d'alarme » sur l'impact psychologique provoqué par ce cybercrime, pour peut-être mieux lutter contre ces fraudes, et surtout apporter une réponse matérielle plus honnête aux nombreuses victimes.

FACEBOOK

Meta avoue avoir entraîné son IA avec des livres... piratés !

Meta se retrouve au cœur d'une polémique. En effet, la société admet qu'elle a entraîné ses modèles d'IA grâce à un ensemble de livres piratés. De quoi raviver les flammes du débat concernant les droits d'auteur et l'intelligence artificielle.

Les géants de la tech, lorsqu'ils sont confrontés à la problématique des droits d'auteur quand il s'agit de l'IA, jouent souvent à un jeu dangereux. Meta ne fait pas exception et répond actuellement à une action en justice entamée par plusieurs auteurs : oui, l'entreprise aurait bien utilisé une partie de la base de données Books3 (qui inclut de nombreux livres piratés) afin d'entraîner ses modèles Llama. Une révélation plutôt scandaleuse, quand on connaît l'effort de vigilance dont font preuve les détenteurs de droits d'auteur pour se faire respecter.

Books3 : un outil controversé au service de l'IA

Books3 est une base de données créée en 2020 par Shawn Presser, un chercheur en IA. Celle-ci rassemblait près de 37 Go de livres piratés (environ 200 000 ouvrages) issus du site Bibliotik et était hébergée par le collectif baptisé The Eye. L'idée était de favoriser l'innovation dans le domaine de l'IA.

Meta et d'autres, comme OpenAI, ont donc pioché allégrement dans cette base de données pour affiner leurs modèles d'IA générative. Une utilisation à la limite de la légalité, qui a nécessairement attiré l'attention des éditeurs et des auteurs.

Réaction des détenteurs de droits et implications légales

Un ensemble assez varié de détenteurs de droits s'est donc rebiffé contre Meta, OpenAI et d'autres en-



treprises développant des modèles d'IA hors du cadre légal. Parmi ceux-ci, on peut trouver : des auteurs individuels, des maisons de disque, des artistes du domaine visuel et même le New York Times.

La majorité de ces poursuites comportent un volet lié au piratage et accusent ces sociétés d'user de contenus protégés sans proposer de compensation adéquate. Sous la pression d'un collectif danois anti-piratage, Rights Alliance, The Eye a supprimé Books3 lors de l'été 2023.

La défense de Meta

Lors d'un procès intenté par Sarah Silverman (comédienne, chanteuse et écrivaine), Richard Kadrey (écrivain) et d'autres détenteurs de droits,

Meta a avoué. Elle aurait bien utilisé des parties de Books3 afin de muscler le jeu de ses deux modèles d'IA, Llama 1 et Llama 2. Cependant, elle a nié d'autres allégations proférées à son encontre. Pour sa défense, l'entreprise a invoqué le fair use (utilisation équitable), un élément de défense juridique qui pourrait bien faire pencher la balance de leur côté. Aussi contradictoire que cela puisse paraître, la doctrine légale du fair use permet l'utilisation de matériel protégé par le droit d'auteur sans pour autant avoir la permission des détenteurs des droits. Certaines circonstances spécifiques sont cependant nécessaires pour que cette doctrine soit appliquée. Meta tient la ligne de défense suivante : elle reconnaît avoir utilisé Books3, mais conteste entièrement la nécessité d'obtenir le consentement ou d'offrir une compensation pour avoir utilisé ces œuvres protégées. Une position franchement contestable au vu de la hausse de leur chiffre d'affaires plutôt importante sur l'année 2023 permise grâce à l'engouement autour de l'intelligence artificielle. Cette affaire juridique mettant en tension l'IA et les droits d'auteur est loin d'être la dernière. En tout cas, tant qu'une réglementation ferme ne définira pas de nouveaux standards éthiques et juridiques encadrant l'industrie de l'intelligence artificielle. Cet ensemble de procès, qui pourrait atteindre la Cour suprême, pourrait avoir des répercussions positives sur cet aspect précis. Enfin, ça, c'est si l'on considère cette problématique d'un point de vue optimiste.

CHINE

Le pays revendique avoir piraté la fonction AirDrop

La Chine affirme avoir piraté l'AirDrop d'Apple, en décryptant les journaux des appareils pour en extraire des données, lorsque des utilisateurs s'échangent des photos et documents en Wi-Fi ou en Bluetooth. Un institut de recherche soutenu par l'État chinois a récemment déclaré avoir réussi à pirater la fonctionnalité AirDrop d'Apple, pour extraire des informations personnelles. La solution AidDrop permet de s'échanger, en Bluetooth ou en Wi-Fi, des documents, photos ou vidéos entre appareils Apple situés à proximité. L'exploit technique permettrait au gouvernement chinois d'identifier des adresses électroniques ou numéros de téléphone d'utilisateurs ayant partagé du contenu.

AirDrop, une solution aussi utile que risquée pour vos échanges de données

L'établissement basé à Pékin et soutenu par le gouvernement prétend avoir découvert comment décrypter les journaux des appareils pour la fonction AirDrop d'Apple, récemment mise à jour avec l'arrivée d'iOS 17.1. Évidemment, cette initiative soulève des préoccupations quant à la confidentialité des utilisateurs, alors que le gouvernement chinois intensifie ses efforts pour contrôler la communication en ligne et identifier les dissidents. La Chine a longtemps imposé des restrictions strictes à sa population, bloquant des applications de messagerie célèbres comme Signal et mettant au point le Grand Pare-Feu, qui l'aide à

réguler internet et à dresser la liste des sites qu'il est possible de consulter dans l'empire du Milieu. Pour détourner ces contrôles, certains utilisateurs et touristes utilisent AirDrop comme un moyen de partager des documents, photos, vidéos et autres messages dans la vie de tous les jours, ou lors d'événements plus sensibles, comme les manifestations à Hong Kong en 2019. AirDrop ne nécessite pas de réseau cellulaire et utilise le Wi-Fi ou le Bluetooth pour un échange de documents entre appareils.

Pékin veut encadrer l'utilisation d'AirDrop, par crainte d'« impacts négatifs »

Apple avait déjà réagi récemment en limitant la possibilité de recevoir des images ou contenus via

AirDrop à une période de 10 minutes, pour ceux ayant activé l'option « Tout le monde », qui permet à tous les appareils Apple à proximité de voir votre appareil. Mais la récente découverte de l'institut chinois d'évaluation judiciaire soulève des questions sur la persistance des atteintes à la vie privée malgré ces ajustements.

D'après nos confrères de Bloomberg, l'établissement aurait trouvé un moyen d'extraire des numéros de téléphone, des adresses e-mail et des noms d'appareils des journaux d'appareils iOS, alors que l'outil AirDrop est pourtant chiffré de bout en bout. Cette capacité a d'ailleurs été utilisée après que l'AirDrop ait été employé pour envoyer des messages inappropriés dans le métro de Pékin. Il convient donc

d'être extrêmement méfiant dans les espaces publics et les lieux où le Wi-Fi ne vous semble pas franchement sécurisé. De son côté, le gouvernement chinois justifie cette intrusion en affirmant sa volonté de rapidement identifier les sources d'envoi pour éviter des « impacts négatifs ». Benoit Grunemwald, expert en cybersécurité chez ESET France, conseille aux touristes et aux utilisateurs en Chine, en France ou ailleurs « d'ajuster les paramètres de confidentialité de ses équipements sur "réception désactivée" lorsque la fonctionnalité n'est pas utilisée. Pour éviter de recevoir du contenu potentiellement malveillant de la part d'utilisateurs inconnus, ajustez les paramètres pour recevoir des fichiers de vos contacts uniquement ». Le conseil est transmis.

Mots fléchés

Chercheurs d'or		Fatigué		Sanctionnés		Spécialistes du demi-fond		Entrepreneuses		Pilier		Charge de baudet	
Indispensable en avion		Élève		Souillées		Jeune fille		Vers Toulouse		Pronom		Inauguration	
Des océans													
Volcan japonais													
			Sable mouvant					Tout juste créée					
			Chénopode										
Concupiscence								Prince troyen					Virtuelle
Malheureux								Ventilation					
					Fils de Rebecca					Job de postier			
					Infection de la peau					Explosif			
Arrêter							Cardinal de Strasbourg				Petit tour		
Coin du contour							Petite boîte				Estonie en VO		
				Nouveau patron									
				Grande puissance									
Criait comme la vache		Passage urbain				Diplôme							
		Bougeant				Posture de yoga							
Ressuscite							Groupe de maison		Satan	Fleuve côtier			
Entre dans le quartier							Gibet					Boucher	
				De Nouvelle-Guinée						Affluent du Rhin			
				Épée de Roland						Bondir (s')			
Spécifiât	Marmouset		Moucharde								L'Europe		
			Évalué								Ce qui fait l'individu		
								Village de la Réunion					Ville de Lombardie
Tranchant						Modestes							
Réjoui													
					Chébran			Arme de calamar					
					Vieille taupe			Des Highlands					
Poinçon						Calibre						Désert de cailloux	
Fleuve marocain						Prix net							
			Octroyer						L'Irlande				
			Fer de comue						Anonyme				
Progéniture							Catégories						
Individu													
					Capital normande					Sujet pensant			

Les crédits prévus pour 2024 pour la réévaluation des opérations en cours de réalisation s'élèvent à 489,25 Mrds DA en AE et 396,83 Mrds DA en CP, indique le ministre des Finances, Laaziz faid. Les réévaluations proposées pour 2024 sont imputées à hauteur de 92,6% à 6 portefeuilles de programmes : Travaux publics (49,3%), habitat (16,7%), santé (11%), hydraulique (7,9%), éducation (5,1%) et jeunesse et sports (2,7%).

Erratum

Une erreur s'est glissée dans notre dernière édition, portant numéro 294 au lieu de 295. Nous nous en excusons auprès de nos lecteurs et nos partenaires.

ALGÉRIE-MAURITANIE

Le président de la République reçoit le ministre mauritanien des Affaires étrangères

Le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, a reçu, mardi, le ministre mauritanien des Affaires étrangères, M. Mohamed Salem Ould Merzoug, indique un communiqué de la Présidence de la République. L'audience s'est déroulée en présence du directeur de Cabinet à la Présidence de la République, M. Boualem Boualem, et du Secrétaire général du ministère des Affaires étrangères et de la Communauté nationale à l'étranger, Lounès Magramane.

LARBAOUI REÇOIT LE VICE-PREMIER MINISTRE DU CONSEIL DES AFFAIRES D'ETAT DE LA CHINE

Evaluation de l'état des relations de coopération entre les deux pays

Le Premier ministre, Nadir Larbaoui, a reçu, mardi au Palais du Gouvernement, le vice-Premier ministre du Conseil des affaires d'Etat de la République populaire de Chine, Liu Guozhong, en visite de travail en Algérie dans le cadre du suivi de la mise en œuvre des conclusions de la visite d'Etat effectuée par le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, en Chine en juillet 2023, a indiqué un communiqué des services du Premier ministre. Les deux parties ont tenu une séance de travail consacrée à « l'évaluation de l'état des relations de coopération entre les deux pays » et à « l'examen de leurs perspectives », selon la même source. A cette occasion, les deux responsables se sont félicités des « réalisations concrétisées en matière de coopération économique entre les deux pays », soulignant à ce propos « l'importance du renforcement du partenariat stratégique entre les deux pays, notamment en matière d'investissement, au mieux des intérêts communs des deux pays amis ». Le vice-Premier ministre du Conseil des affaires d'Etat de la République populaire de Chine, M. Liu Guozhong a été également reçu par le président de la République, Abdelmadjid tebboune.

MDN

Saïd Chanegriha visite la Base navale de Mers-El-Kébir à Oran

Le Général d'Armée Saïd Chanegriha, Chef d'Etat-Major de l'Armée nationale populaire (ANP), s'est rendu lundi à la Base navale centrale de Mers-El-Kébir à Oran, indique mardi un communiqué du ministère de la Défense nationale (MDN). "Dans la dynamique de sa visite de travail et d'inspection en 2e Région militaire, Monsieur le Général d'Armée Saïd Chanegriha, s'est rendu dans l'après-midi d'hier lundi 15 janvier 2024, à la Base navale centrale de Mers-El-Kébir, où il a été accueilli par le Général-Major Mahfoud Benmeddah, Commandant des Forces navales", souligne le communiqué. Lors de cette visite, "Monsieur le Général d'Armée a suivi un exposé présenté par Monsieur le Général-Major, Commandant des Forces navales, avant de suivre un ex-

posé exhaustif, présenté par le Directeur général de l'Etablissement de construction et de réparation navales, sur l'état d'avancement des travaux des projets en cours, pour procéder ensuite à l'inspection de la chaîne de construction navale, ainsi que des unités et des bâtiments navals relevant des entreprises économiques nationales, en cours de réparation", ajoute la même source. Le Général d'Armée a procédé, à l'occasion, à "l'inauguration et la baptisation du remorqueur fabriqué au niveau de l'Etablissement de construction et de réparation navales, avant d'assister à sa mise à flot et d'inspecter ce nouveau bâtiment, qui vient renforcer nos Forces navales, dans le cadre du programme de développement et de modernisation de notre flotte navale". Lors de son inspection des différents com-

partiments du navire, des explications exhaustives sur ses missions, ses composantes et ses caractéristiques ont été fournies à Monsieur le Général d'Armée, par le staff en charge de la réalisation. A cette occasion, "Monsieur le Général d'Armée a félicité tous les personnels, qui ont contribué à cette importante réalisation et les a instruits de veiller à son entretien et son exploitation, conformément aux normes en vigueur", alors que, de leur côté, "les membres du staff chargé de la construction du remorqueur ont exprimé leur fierté de cette réalisation, qui constitue une valeur ajoutée à la flotte de nos Forces navales, avant de prendre une photo-souvenir avec Monsieur le Général d'Armée, Chef d'Etat-major de l'Armée nationale populaire", conclut le communiqué.

TRIBUNAL

Début du procès d'un groupe du mouvement terroriste «MAK»

Le procès d'un groupe appartenant au mouvement terroriste "MAK", dirigé par le dénommé Ferhat Mehenni, poursuivi pour actes terroristes et de sabotage visant la sécurité de l'Etat et l'unité nationale, a débuté mardi au tribunal criminel de première instance de Dar El-Beida (Alger). Parmi les accusés, dix huit (18) sont en détention,

sept (7) en liberté et d'autres en état de fuite. Ils sont poursuivis pour "adhésion et participation à des groupes ou organisations ayant un but ou s'adonnant à des actes terroristes ou de sabotage", "utilisation des technologies de l'information et de la communication pour recruter des individus pour le compte d'une organisation terroriste",

"possession d'un entrepôt de matériel de guerre, d'armes, de munitions et d'équipements", et "réception de fonds de l'étranger dans le cadre d'un groupe ou d'une organisation afin de commettre des actes susceptibles de porter atteinte à la sécurité de l'Etat, à l'unité nationale et à l'intégrité territoriale". Selon l'arrêt de renvoi, les faits remontent à la

publication par l'un des principaux accusés dans l'affaire de fausses informations portant atteinte à la sécurité de l'Etat sur les réseaux sociaux et au recrutement par celui-ci de plusieurs individus au profit du mouvement terroriste MAK. A l'issue de la perquisition du domicile de l'accusé, des armes à feu et des munitions ont été saisies.

TIZI-OUZOU

Examen de 300 dossiers/mois de constructions illicites en 2024

Au total, 300 dossiers de régularisation de constructions illicites seront traités mensuellement à Tizi-Ouzou durant l'année 2024 dans le cadre de la loi 08/15 fixant les règles de mise en conformité des constructions et leur achèvement, a indiqué lundi le wali Djilali Doumi. S'exprimant en marge d'une journée d'étude sur la nouvelle loi 23/18 du 28 novembre 2023 relative à la protection et à la préservation des terres de l'Etat, organisée par la cour de justice de Tizi-Ouzou, M. Doumi a indiqué

"avoir donné instruction aux directions et organismes concernés pour accélérer le traitement des dossiers des constructions illicites après la prolongation par les pouvoirs publics des délais de cette loi". "Nous allons travailler à libérer 300 dossiers par moi d'ici le 31 décembre prochain pour assainir cette situation", a-t-il affirmé relevant l'existence d'un nombre consistant de dossier de régularisation en instance", sans toutefois avancer un chiffre global précis. Concernant la nouvelle loi 23/18, objet de la journée d'étude, il

a souligné qu'elle "apporte les mécanismes nécessaires à la préservation et protection des terres de l'Etat, clarifie les mesures et modalités de prise en charge des constructions illicites et définit la notion de gestionnaire des terres relevant du domaine de l'Etat". Dans ce sillage, et à propos de l'opération de cadastre des terrains, publics et privés, lancée au début des années 2000 dans la wilaya de Tizi-Ouzou, il a indiqué qu'elle "avoisine les 32% de couverture jusqu'à présent".

MER ROUGE

Michelin interrompra sa production en Espagne ce week-end

Quatre usines espagnoles du fabricant de pneus Michelin vont interrompre à nouveau leur production le week-end des 20 et 21 janvier en raison de retards dans la livraison de matières premières dus aux perturbations du transport maritime en mer Rouge, a indiqué mardi la filiale espagnole du groupe français. Les États-Unis et la Grande-Bretagne ont lancé la semaine dernière une série de frappes sur le Yémen, visant les rebelles Houthis, soutenus par l'Iran, dont les attaques contre les navires de mar-

chandises ont perturbé l'une des routes les plus importantes du monde depuis décembre. Une douzaine de compagnies maritimes ont détourné les navires qui empruntaient auparavant cette route via le cap de Bonne-Espérance, augmentant ainsi d'environ 10 jours la durée de la traversée pour l'approvisionnement de l'Europe. Michelin avait déjà suspendu les équipes de travail dans ses usines espagnoles le week-end des 13 et 14 janvier, en raison de l'allongement des délais de

livraison des matières premières nécessaires à la production de caoutchouc et acheminées par voie maritime depuis l'Asie, a déclaré l'entreprise à Reuters. Le journal espagnol Expansion a rapporté plus tôt mardi que Michelin arrêterait le travail pour un deuxième week-end et l'entreprise a ensuite confirmé à Reuters que l'arrêt aurait lieu les 20 et 21 janvier. Cette décision est similaire aux mesures prises par d'autres fabricants, tels que Tesla et Volvo Car, qui ont annoncé la semaine dernière qu'ils suspendaient

une partie de leur production en Europe en raison d'une pénurie de composants. Les usines de Michelin en Espagne sont les deuxième plus grands producteurs de caoutchouc du groupe, mais la filiale a déclaré qu'elle avait des stocks suffisants pour faire face à la situation actuelle tout en maintenant l'approvisionnement en matières premières par voie maritime, et qu'elle ne prévoyait pas de prendre des mesures supplémentaires dans le pays.